



**CIRANO**

Centre interuniversitaire de recherche  
en analyse des organisations

**RAPPORT BOURGOGNE**

**LA PERFORMANCE  
ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC :  
CONSTATS ET DÉFIS**

**MARCEL BOYER**

**Président-directeur général, CIRANO**

Professeur de science économique, Université de Montréal

(Février 2001)

2001RB-01

## **Les Rapports Bourgogne**

Documents de synthèse portant sur des questions d'intérêt général produits par des Fellows CIRANO, les Rapports bourgogne contribuent à alimenter la réflexion et le débat public sur des questions d'actualité. Les idées et les opinions émises dans ces rapports sont sous l'unique responsabilité des auteurs, et ne représentent pas nécessairement les positions du CIRANO ou de ses partenaires corporatifs, universitaires et gouvernementaux.

## **The Burgundy Reports**

*The Burgundy Reports are written by CIRANO Fellows on issues of general interest, and aim at encouraging discussion and debate. The observations and viewpoints expressed are the sole responsibility of the authors; they do not necessarily represent positions of CIRANO or its corporative, university or governmental partners.*

## **CIRANO**

Le CIRANO est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la Loi des compagnies du Québec. Le financement de son infrastructure et de ses activités de recherche provient des cotisations de ses organisations-membres, d'une subvention d'infrastructure du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, de même que des subventions et mandats obtenus par ses équipes de recherche.

*CIRANO is a private non-profit organization incorporated under the Québec Companies Act. Its infrastructure and research activities are funded through fees paid by member organizations, an infrastructure grant from the Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, and grants and research mandates obtained by its research teams.*

## **Les organisations-partenaires / The Partner Organizations**

- École des Hautes Études Commerciales
- École Polytechnique
- Université Concordia
- Université de Montréal
- Université du Québec à Montréal
- Université Laval
- Université McGill
- Ministère des Finances du Québec
- MRST
- Alcan inc.
- AXA Canada
- Banque du Canada
- Banque Laurentienne du Canada
- Banque Nationale du Canada
- Banque Royale du Canada
- Bell Québec
- Bombardier
- Bourse de Montréal
- Développement des ressources humaines Canada [DRHC]
- Fédération des caisses Desjardins du Québec
- Hydro-Québec
- Industrie Canada
- Pratt & Whitney Canada Inc.
- Raymond Chabot Grant Thornton
- Ville de Montréal

© 2001 Marcel Boyer. Tous droits réservés. All rights reserved.

Reproduction partielle permise avec citation du document source, incluant la notice ©.

*Short sections may be quoted without explicit permission, provided that full credit, including © notice, is given to the source.*

**ISSN 1702-000X**

---

*La sous-  
performance du  
Québec dure  
depuis près de  
vingt ans.*

---

**L**es problèmes socio-économiques qui affligent le Québec, entre autres aux chapitres des services de santé, de l'enseignement collégial et universitaire, de la R&D industrielle, du soutien aux industries culturelles, du développement des activités récréatives et du maintien d'équipes de sport professionnel sont des phénomènes interreliés qui découlent en bonne partie de la sous-performance relative du Québec en termes de croissance, de développement économique et de création d'emploi. Nous verrons que cette sous-performance du Québec dure depuis près de vingt ans et qu'elle s'est sensiblement accentuée depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Malgré une croissance économique réelle de près de 2,1% par an depuis le début des années quatre-vingts, la situation relative du Québec se dégrade et il deviendra de plus en plus difficile, voire impossible, pour le Québec de maintenir des services économiques et sociaux de qualité comparable à celle que peuvent et pourront s'offrir ses partenaires économiques immédiats que sont le reste du Canada (ROC) et les États-Unis. Nous sommes en train de préparer des jours difficiles pour nos enfants. Il est temps de sonner l'alarme. Un coup de barre vigoureux s'impose : Le Québec a un urgent besoin d'une véritable nouvelle révolution tranquille et le temps presse.

## **LA PERFORMANCE RELATIVE DU QUÉBEC**

Avant de présenter les principaux éléments de ce que pourrait être cette nouvelle révolution des idées et mentalités, il est nécessaire de bien documenter l'évolution économique du Québec des deux dernières décennies. Les quelques "faits" suivants devraient être suffisants pour convaincre les décideurs politiques, économiques et sociaux et l'ensemble des citoyens du Québec de l'urgence de la situation.

## Les faits.

1. De 1981 à 1999, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel, le produit intérieur brut réel qui est une mesure généralement reconnue de la santé économique et de la création de richesse d'une société, a été de 2,1% au Québec comparativement à 2,8% dans le reste du Canada (ROC). En d'autres termes, le PIB réel a augmenté de 45,2% au Québec et de 64,2% au ROC durant cette période. Le PIB réel québécois qui représentait 24,0% du PIB canadien au début des années quatre-vingts n'en représente plus en 1999 que 21,9%.
2. Au cours de la période 1990-99, le taux de croissance annuel moyen du PIB a été de 2,0% au Québec par rapport à 2,6% au ROC. À ce rythme, le PIB réel par tête du Québec passera en 25 ans (une génération) de 26 213 \$, son niveau en 1999, à 43 199\$, une augmentation de 64,8%, alors que le PIB réel par tête du ROC passera de 29 708\$ à 56 793\$, une augmentation de 91,2%. Ainsi, le PIB réel par tête du Québec, qui accusait un retard de 11,8% en 1999 par rapport à celui du ROC, accusera dans une génération un retard de 23,9%. En d'autres termes, la différence de PIB par famille de quatre personnes entre le Québec et le ROC passera de 13 980\$ en 1999 à 54 376\$ en 2024, tout ça en dollars de 1992 !
3. De 1981 à 1999, le nombre total d'emplois a augmenté au Québec de 568 000, soit une croissance de 20,4% pour l'ensemble de cette période de 18 ans. Cette performance qui peut paraître très favorable doit être comparée à celles de nos voisins immédiats que sont le ROC et les États-Unis. Le ROC a créé durant cette période 2 666 000 emplois, une croissance de 31,3% et les États-Unis ont créé 33 092 000, une croissance de 33,0%. Pour la période 1990-99, le nombre d'emplois a augmenté de 6,9% au Québec, de 12,4% au ROC et de 12,4% également aux États-Unis.
4. En d'autres termes, l'économie du Québec crée systématiquement moins d'emplois que celle du ROC et ce, depuis au moins 25 ans. De plus, la situation ne s'améliore pas, bien au contraire. Ainsi, alors que le Québec représentait 25,7% de la population du Canada en 1986, il n'a créé que 19,6% des emplois créés au Canada entre 1981 et 1990. Pour la période de 1990 à 1999, ce pourcentage a chuté à 15,0%, alors que le Québec re-

---

*De 1981 à 1999, le PIB réel augmentait de 64,2 % au ROC et de 45,2% au Québec.*

---

---

*La différence de PIB par famille de quatre personnes entre le Québec et le ROC passera entre 1999 et 2024 de 13 980\$ à 54 376\$, tout ça en dollars de 1992.*

---

---

*Entre 1990 et 1999, les emplois ont augmenté de 12,4% au ROC et aux USA, et de 6,9% au Québec.*

---

---

*L'économie du Québec crée systématiquement moins d'emplois que celle du ROC et ce, depuis au moins 25 ans.*

---



---

*La part du Québec dans la création d'emplois à temps plein au Canada a chuté à 13,9% dans la période 1990-99 .*

---



---

*Si le Québec avait depuis 1981 créé des emplois au même rythme que le ROC et les États-Unis, 349 000 emplois de plus auraient été créés.*

---



---

*Les écarts véritables de taux de chômage entre le Québec et le ROC ou les États-Unis sont en réalité beaucoup plus importants que ne l'indiquent les données officielles.*

---

présentait en 1996 environ 24,5% de la population canadienne.

5. En somme, si le Québec avait depuis 1981 créé des emplois au même rythme que le ROC et les États-Unis, soit une augmentation de 32,9% des emplois (moyenne pondérée ROC et États-Unis, avec des poids respectifs de 0,086 et 0,914) plutôt que celle observée de 20,4%, ce sont 917 000 emplois qui auraient été créés, soit 349 000 ou 61,4% de plus que les 568 000 emplois effectivement créés.
6. Les deux paragraphes précédents réfèrent au nombre total d'emplois et incluent donc tant les emplois à temps plein que les emplois à temps partiel. La situation au chapitre des emplois à temps plein seulement est la suivante. Le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 9,2% au Québec entre 1981 et 1990 comparativement à 14,2% au ROC. Pour la période allant de 1990 à 1999, le nombre d'emplois à temps plein a augmenté de 5,2% au Québec (139 000 emplois) et de 10,5% au ROC (859 000 emplois). Ainsi, alors que 18,0% des emplois à temps plein créés au Canada dans la période 1981-90 ont été créés au Québec, la part de ce dernier dans la création d'emplois à plein temps au Canada a chuté à 13,9% dans la période 1990-99, une évolution pour le moins inquiétante !
7. Le taux d'emploi, mesuré par le pourcentage de la population de 15 ans et plus détenant un emploi, est un indicateur crédible et révélateur de la santé économique d'une société. Or, ce taux pour la période 1996-99 (4 ans) est sensiblement inférieur au Québec à 55,5% par rapport au ROC à 60,8% et aux États-Unis à 64,0%. Pour que le taux d'emploi au Québec soit égal au taux pondéré du ROC et des États-Unis (63,7%), il faudrait au Québec 469 000 emplois de plus que les 3 358 000 emplois de 1999, soit 14% plus d'emplois.
8. Ces résultats impliquent que le taux de chômage mesuré au Québec (9,5% en 1999) se compare désavantageusement aux taux mesurés au ROC (7,0%) et aux États-Unis (4,2%) : les écarts " véritables " entre le taux de chômage du Québec et ceux du ROC ou des États-Unis sont en réalité beaucoup plus importants que ne l'indiquent les données officielles.
9. L'écart entre les taux d'emploi Québec - ROC - États-Unis est particulièrement frappant pour les hommes de 55-64 ans. Ce taux a baissé de manière significative au Québec depuis 25 ans. Alors que près de 71,7% des hommes de 55-64 ans détenaient en emploi au Québec en 1976, ce pourcentage est passé à 49,8% en 1996-99, soit une baisse de 22 points. Le

taux d'emploi au ROC a baissé pour le même groupe et la même période de 74,3% à 55,7%, une baisse de 19 points, et aux États-Unis de 71,2% à 65,5%, une baisse de 6 points. Ainsi, moins de la moitié des hommes de 55-64 ans au Québec occupe actuellement un emploi comparativement aux deux tiers aux États-Unis.

10. Au niveau des prestataires d'assurance-chômage/emploi et du nombre de faillites, la situation peu enviable du Québec au sein du Canada n'a pratiquement pas changé depuis les vingt dernières années. Ainsi, bon an mal an, près du tiers des prestataires d'assurance-chômage/emploi au Canada proviennent du Québec, ce qui se traduit par un taux de prestataires (nombre de prestataires per capita) au Québec supérieur de 53,2% au taux du ROC : 33,1 prestataires par 1 000 de population au Québec comparativement à 21,6 au ROC. Quant au nombre de faillites, nous observons que 37% des faillites commerciales et 31% des faillites de ménages au Canada sont québécoises, une situation qui n'a pratiquement pas changé entre les années quatre-vingt et les années quatre-vingt-dix. Le taux de faillites de ménages (nombre de faillites par 1 000 de population) a été de 3,17 au Québec en 1999, un taux de 47,4% supérieur au taux de 2,15 observé au ROC.
11. En termes de rémunération hebdomadaire moyenne (incluant le temps supplémentaire), la position du Québec par rapport au reste du Canada s'est dégradée depuis 20 ans. Alors que le niveau relatif de la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec par rapport au niveau observé au Canada était de 98% durant toute la période des années quatre-vingt, ce niveau relatif n'a cessé de décroître depuis le début des années quatre-vingt-dix. Il se situait en 1999 à 93,6%.
12. Au niveau du commerce interprovincial et international, le Québec et le ROC ont des économies de plus en plus ouvertes sur l'extérieur. Plus de la moitié du PIB du Québec est maintenant exporté vers les autres provinces ou vers l'étranger. Les exportations internationales du Québec représentaient quant à elles 35,0% de son PIB en 1999 comparativement à 17,4% au début des années quatre-vingt (1981-83). Les données comparatives pour le ROC sont de 42,3% et 19,8% et le ROC a donc une économie significativement plus ouverte que celle du Québec.
13. On cite de plus en plus souvent les données des secteurs de la haute technologie (produits aéronautiques, pharmaceutiques, électroniques et de communication, machines de bureau et ordinateurs) pour comparer le

---

*Moins de la moitié des hommes de 55-64 ans au Québec occupe actuellement un emploi comparativement aux deux tiers aux États-Unis.*

---



---

*37% des faillites commerciales et 31% des faillites de ménages au Canada sont québécoises*

---



---

*Le niveau relatif de la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec par rapport au Canada est passé de 98% dans les années 80 à 93,6% en 1999*

---

---

*Si on combine les secteurs des haute et moyenne-haute technologies, le Québec représente moins de 15% des exportations canadiennes.*

---

Québec, et Montréal en particulier, au reste des économies régionales en Amérique du Nord. On cite en particulier les données sur les exportations. Les données disponibles classent généralement les secteurs en quatre niveaux technologiques : haute, moyenne-haute, moyenne-faible et faible technologie. Au niveau des exportations, on mentionne à juste titre qu'entre 45% et 50% des exportations manufacturières canadiennes des secteurs de la haute technologie proviennent du Québec. Mais on oublie trop souvent de mentionner que si les secteurs de haute technologie ont le vent dans les voiles, il n'en est pas de même des secteurs de la moyenne-haute technologie, dont le poids économique est par ailleurs beaucoup plus important. En effet, si on combine les secteurs des haute et moyenne-haute technologies, le Québec représente moins de 15% des exportations canadiennes, une performance plutôt décevante.

Malgré la présence de secteurs en plein développement qui souvent font la une des journaux, forment la trame et constituent la manne des discours de nos dirigeants politiques, la performance économique globale du Québec traîne dangereusement derrière celle du ROC et des États-Unis et ce, depuis deux décennies. De plus, la situation de sous-performance relative du Québec ne s'améliore pas mais a plutôt tendance à se détériorer comme le montrent entre autres la création d'emplois, qui est relativement anémique depuis 25 ans et davantage encore depuis le début des années quatre-vingt-dix, le taux d'activité, qui est relativement faible, et le taux de chômage qui est relativement sous-estimé.

---

*Relativement à ses principaux partenaires socio-économiques, le Québec s'appauvrit à un rythme alarmant !*

---

Tous les indicateurs retenus ici, qui sont par ailleurs les principaux indicateurs de la santé économique et de la création de richesse d'une société, montrent que, relativement à ses principaux partenaires socio-économiques, le Québec s'appauvrit à un rythme alarmant !

## Les impacts.

La situation économique relative du Québec, si elle devait continuer à se dégrader comme c'est le cas depuis près de 20 ans, laisse entrevoir des crises de plus en plus sérieuses .

---

### Les impacts de la sous-performance québécoise:

- la dégradation relative des services de santé et des services sociaux,
- la baisse de la qualité relative de l'éducation à tous les niveaux, de la formation scientifique et professionnelle et de la formation continue,
- le déperissement relatif ou le développement au ralenti des infrastructures (routes, eau potable et eaux usées, télécommunications, inforoute),
- la dégradation de l'environnement,
- le déperissement relatif des industries culturelles (musique, danse, théâtre, musées, festivals),
- la baisse de la qualité relative des activités récréatives de toutes sortes (baisse de qualité, voire disparition, des équipes de sport professionnel de haut niveau).

---

On parle bien ici de dégradation relative et non absolue. La croissance économique québécoise de près de 2,1% par an en moyenne depuis 1981 a permis au Québec de réaliser des gains de niveau de vie appréciables. Mais la concurrence de sociétés régionales (villes et régions) plus performantes dans la génération de richesse privée et collective, entraînera peu à peu la dégradation relative des services et des institutions du Québec.

---

*Deux causes à la sous-performance du Québec:*

- *manque d'incitations à la performance;*
  - *vieillesse des mécanismes publics de coordination*
- 

---

*Les institutions québécoises ne parviennent pas à assurer l'affectation, l'utilisation et le développement efficaces des ressources ni à motiver suffisamment les individus.*

---

## Les causes.

Pourquoi une telle situation et comment y remédier ? Comment renverser la tendance actuelle ? Comment combler les écarts de sous-performance relative et placer le Québec dans le peloton de tête des économies régionales en Amérique du Nord ? Il faut réaffirmer d'abord et avant tout qu'il n'y a aucune raison de croire que les Québécois diffèrent des Américains ou des citoyens du ROC dans leur désir individuel et collectif de bonifier leur niveau de vie et celui de leurs enfants et dans leur capacité d'y arriver. Mais plusieurs défis devront être relevés. Je présente ci-dessous les principaux jalons de cette réforme en profondeur, de cette véritable nouvelle révolution tranquille, dont le Québec a un urgent besoin. Il revient en bonne partie aux citoyens du Québec de décider de relever ces défis et d'entreprendre ces réformes nécessaires à son plein épanouissement au sein de la société nord-américaine.

La sous-performance économique du Québec me semble résulter essentiellement de deux causes principales, plus flagrantes en termes relatifs qu'en termes absolus :

- ❖ un manque généralisé d'incitations à l'adaptation et à la performance
- ❖ le vieillissement des mécanismes publics de coordination et d'affectation des ressources.

Bref, elle résulte de la sous-performance de ses institutions, organisations et entreprises privées et publiques

- ❖ à assurer l'affectation, l'utilisation et le développement efficaces des ressources : les bonnes ressources aux bons endroits aux bons moments pour la production des bons produits et services ;
- ❖ à motiver les individus
  - à se prendre en charge,
  - à intensifier leurs contributions à l'économie et au mieux-être de la société,
  - à accroître continuellement leur productivité.

Enfin, le taux d'emploi (et le taux d'activité) relativement faible dans tous les groupes d'âge, au Québec par rapport au ROC et aux États-Unis, et les pertes

de croissance et de richesse qui en découlent, résultent

- ❖ d'un calcul avantages-coûts rationnel qui amène trop de Québécois à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler.

Le syndrome de la retraite à 50-55 ans est un symptôme important parmi d'autres de l'appauvrissement relatif du Québec. Le fait que le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans ait chuté de 22 points de pourcentage entre 1976 et 1996-99 pour atteindre aujourd'hui un niveau d'environ 50%, représente une perte considérable de main-d'œuvre expérimentée et de compétences dont on ne se préoccupe pas suffisamment. Rappelons qu'en 1996-99, le taux d'emploi des hommes de 55-64 ans était de 55,7% au ROC et de 65,5% aux États-Unis. Le cliché, particulièrement populaire auprès de la classe politique, qui veut que les retraites hâtives et prématurées créent des ouvertures pour les jeunes n'a aucun fondement analytique. Les retraites hâtives et prématurées, en privant l'économie d'une main-d'œuvre importante, compétente et expérimentée, nuisent à la capacité concurrentielle du Québec et ont par conséquent un effet dévastateur sur sa capacité de créer des emplois de qualité supérieure.

Le taux d'emploi relativement faible du Québec peut avoir plusieurs causes. Mentionnons trois possibilités, en référence en particulier aux cas des hommes de 55-64 ans. D'abord, le discours politique ambiant de mise à la retraite à 50-55 ans peut finir par donner l'impression que la meilleure façon de contribuer au bien-être de ses concitoyens est de cesser de travailler. De toute évidence, c'est là une énorme fausseté que trop de nos dirigeants continuent à répéter et à véhiculer en s'imaginant régler un problème de sous-emploi en empêchant les gens de travailler !

Ensuite, et plus fondamentalement, le niveau d'éducation moyen des hommes de 55-64 ans est significativement inférieur au Québec. Le recensement canadien de 1991 indique que le niveau de scolarisation moyen des Québécois de 55-64 ans était de 9,9 années comparativement à 11,1 années au ROC. Ce taux était de 12,2 années aux États-Unis. Il est possible que les Québécois de 55-64 ans aient aujourd'hui plus de difficulté à s'adapter aux changements profonds qu'entraîne la nouvelle économie et l'économie du savoir, à cause d'une scolarité inférieure et ce, même si cette scolarité date des années cinquante. La situation particulièrement regrettable des hommes de 55-64 ans peut être due en bonne partie aux sous-investissements chroniques, tant en quantité qu'en qualité, dans le système d'éducation durant les années cinquante.

---

*Trop de Québécois  
arrivent à la conclusion  
qu'il est préférable et plus  
payant de ne pas  
travailler.*

---

## POUR UNE NOUVELLE SOCIAL-DÉMOCRATIE CONCURRENTIELLE (SDC)

Un des grands débats socio-politiques contemporains porte sur la capacité relative des sociétés nationales à relever les défis économiques et sociaux que posent

---

### *Trois défis à relever:*

- *Développement accéléré des TIC*
  - *Globalisation des marchés*
  - *Internationalisation des cultures*
- 

- ❖ le développement accéléré des technologies d'information et de communication,
- ❖ la globalisation des marchés,
- ❖ l'internationalisation des cultures.

C'est dans ce contexte que plusieurs auteurs et commentateurs politiques ont directement remis en question les acquis, les politiques et plus précisément les pratiques issues du développement des grands programmes sociaux-démocrates du dernier demi-siècle.

Nous pouvons illustrer cette nécessaire remise en question par différents faits “ stylisés ” qui font de plus en plus l'unanimité. Les régions où la social-démocratie traditionnelle est particulièrement bien ancrée connaissent des problèmes non négligeables de performance et de croissance qui remettent en question le modèle même de la social-démocratie. Dans bien des cas, l'investissement privé a stagné, les infrastructures publiques ont été sérieusement négligées, le chômage s'est maintenu à des niveaux anormalement élevés, les gains de productivité ont été faibles, et la création d'emplois a été plus souvent qu'autrement lamentable.

Le constat de faible performance économique relative du Québec depuis près de vingt ans est celui-là même que plusieurs auteurs et observateurs font de l'état actuel de l'ensemble des social-démocraties traditionnelles qui tardent dangereusement à se transformer et à s'adapter aux nouvelles données de l'environnement économique et social façonné, tel que mentionné plus haut, par le développement des technologies d'information et de communication, par la globalisation des marchés et par l'internationalisation des cultures.

Deux exemples particulièrement intéressants viennent à l'esprit. Les réformes envisagées en Angleterre sous le leadership de Tony Blair visent entre

autres à mettre en place des mécanismes d'incitations à la performance dans les services publics basés sur des processus de concurrence réelle ou virtuelle dans la production et la distribution des services publics. En Australie, la National Competition Policy est devenue, avec l'accord plus ou moins volontaire de tous les paliers de gouvernement, l'élément central de la réforme des bureaucraties gouvernementales et des monopoles publics. Une concurrence saine et bien conçue dans le secteur public même est susceptible d'en accroître significativement la performance.

Il apparaît important dès le départ de bien définir ce que j'entendrai ici par la nouvelle social-démocratie. En effet, il existe autant de définitions que d'auteurs, et parfois plus ! Même si certains traits sont omniprésents dans toutes les conceptions. Souvent, la définition se limite à un certain nombre de grands principes (justice, liberté, égalité, fraternité, solidarité, redistribution, etc.) et parfois, ces principes sont ancrés au départ et sans analyses plus poussées dans des structures de pouvoir particulières (administrations publiques, monopoles d'état, réglementations directes des droits individuels et contrôles omniprésents des entreprises privées, etc.).

---

### **Définition de la nouvelle Social Démocratie Concurrentielle**

La nouvelle social-démocratie dite concurrentielle doit être, d'abord et avant tout, une vision de l'Homme comme être social, vision selon laquelle la poursuite de l'amélioration du bien-être des individus, l'objectif premier et central, passe par la reconnaissance explicite de trois principes fondamentaux :

- la capacité des individus de faire des choix rationnels,
- le partenariat social qui définit et façonne l'individu,
- le besoin crucial de mécanismes explicites et efficaces de coordination et d'incitation permettant un usage optimal des ressources disponibles.

---

Cette définition nous permettra de caractériser la social-démocratie dite traditionnelle et la social-démocratie dite nouvelle et concurrentielle. Les deux procèdent d'un même point de départ mais la première a non seulement per-

---

*Une concurrence saine et bien conçue dans le secteur public est susceptible d'en accroître significativement la performance.*

---

---

*La finalité ultime de la social-démocratie est l'amélioration optimisée du bien-être des individus*

---

du en cours de route sa véritable finalité, elle a de plus en plus sombré dans la pensée magique : la simple affirmation d'un objectif est vue comme suffisante pour atteindre l'objectif sans que l'on doive se soucier de mettre en place des mécanismes appropriés et réalistes d'évaluation, de coordination et de motivation. Précisons davantage ce concept de nouvelle social-démocratie concurrentielle afin de bien montrer la différence entre ce concept et les concepts de social-démocratie utilisés par d'autres auteurs et commentateurs.

La finalité ultime de la social-démocratie est l'amélioration optimisée du bien-être des individus et toute action sociale et politique doit se justifier par son impact sur le bien-être des individus. La nouvelle social-démocratie concurrentielle exige donc la définition de mesures explicites, crédibles et transparentes de ce bien-être afin de permettre aux citoyens d'abord de jeter un regard critique sur les politiques et performances passées (jusqu'ou ont-elles permis une amélioration optimisée du bien-être ?) et ensuite d'imposer aux autorités publiques et politiques une discipline rigoureuse dans la conception des nouvelles politiques et des nouveaux programmes auxquels devront être rattachés des objectifs précis et des procédures rigoureuses, transparentes et indépendantes d'évaluation.

La contribution des politiques et programmes à l'amélioration du bien-être des citoyens doit être non seulement continuellement mesurée et validée mais également optimisée dans le temps et dans l'espace. Cela signifie que les politiques et programmes sociaux-démocrates doivent satisfaire des critères clairs et bien justifiés d'évaluation permettant de mesurer, de comparer et d'actualiser l'évolution temporelle des impacts, à la manière d'une procédure d'évaluation des investissements publics et privés. De façon similaire, les impacts régionaux devront être mesurés et comparés à leurs coûts. Ces procédures doivent permettre d'éclairer les choix et forcer les autorités politiques à élaguer les programmes sous-performants.

L'individu est défini et façonné par son environnement social et à ce titre, la nouvelle social-démocratie concurrentielle attache au contexte social dans lequel s'expriment les choix individuels une importance primordiale. Non seulement doit-elle définir et faire en sorte que soient produits en qualité et quantité suffisantes les biens et services dits publics ou sociaux, au sens rigoureux de l'analyse économique, mais elle doit également faire en sorte que ces biens et services soient distribués efficacement. Je dis bien "faire en sorte" car, nous le verrons plus loin, la nouvelle social-démocratie concurrentielle, en remettant le citoyen au cœur du projet socio-économique, est incompatible avec une bureaucratie omniprésente et un secteur public imposant

propres à la social-démocratie traditionnelle.

Finalement, la nouvelle social-démocratie doit reposer sur des mécanismes d'évaluation, de coordination et d'incitation qui s'appuient sur l'analyse socio-économique des modes d'organisation efficaces. C'est à ce chapitre que la social-démocratie traditionnelle et la nouvelle social-démocratie concurrentielle diffèrent le plus. Alors que la première procède la plupart du temps d'une pensée magique omniprésente, basée sur le postulat d'un État et d'un appareil bureaucratique public bienveillants et omniscients, la seconde au contraire reconnaît et prend explicitement en considération les limites de l'action de l'État, foncièrement non-informé, intéressé et manipulé par les groupes de pression capables d'exploiter de manière stratégique leurs informations privées pour promouvoir leurs propres intérêts dans un marché politique opaque.

C'est à partir de cette conception plus réaliste de l'État que se justifieront dans la nouvelle social-démocratie concurrentielle les limites sévères imposées aux pouvoirs politiques, en particulier dans la production et la distribution de biens et services publics, au profit d'un recours systématique aux processus plus transparents que constituent les processus concurrentiels, de marché ou autres.

---

Le recours systématique aux mécanismes concurrentiels de coordination et de motivation est susceptible de rendre la nouvelle social-démocratie capable

- d'expérimenter continuellement et de manière créative de nouvelles façons de produire et de distribuer les biens et services sociaux
  - d'éviter le double piège
    - d'un mauvais équilibre, dans lequel la sous-performance des uns s'explique par la sous-performance des autres,
    - d'une croissance insuffisamment destructrice des vieilles technologies et des organisations dépassées.
- 

---

*La nouvelle social-démocratie prend en considération les limites de l'action de l'État, foncièrement non-informé, intéressé et manipulé par les groupes de pression capables d'exploiter de manière stratégique leurs informations privées pour promouvoir leurs propres intérêts dans un marché politique opaque.*

---

---

*La social-démocratie traditionnelle est orientée vers les moyens, la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes et la sauvegarde des vaches sacrées, bref c'est une social-démocratie tolérante de la médiocrité et endormie dans une langue de bois où la forme et le contenant dominant le réel et le contenu.*

---

---

*La social-démocratie concurrentielle est résolument orientée vers les fins et objectifs, ouverte aux changements technologiques et organisationnels, favorable à l'émergence d'un pouvoir de compétence dans tous les milieux et dans toutes les sphères d'activité.*

---

La social-démocratie traditionnelle s'appuie sur une pensée, un discours et un modèle social usés, vieillis et dépassés. C'est une social-démocratie dénaturée et orientée vers les moyens, la préservation des droits acquis, la protection des rentes et intérêts corporatistes et la sauvegarde des vaches sacrées, bref une social-démocratie peu motivante, peu innovante, tolérante de la médiocrité, figée et enfermée dans son passé, et endormie dans une langue de bois où la forme et le contenant dominant le réel et le contenu.

La nouvelle social-démocratie concurrentielle est une social-démocratie moderne, innovante, responsable, basée sur un nouveau modèle social issu de l'analyse socio-économique des organisations et des institutions efficaces. C'est une social-démocratie résolument orientée vers les fins et objectifs (à atteindre par les moyens les plus efficaces et économiques possibles), ouverte aux changements technologiques et organisationnels, favorable à l'émergence d'un pouvoir de compétence dans tous les milieux et dans toutes les sphères d'activité. C'est une social-démocratie qui réaffirme continuellement et de manière crédible sa volonté de reconnaître les contributions réelles et tangibles au mieux-être de la société, bref une social-démocratie flexible, motivante, entreprenante, hostile à la médiocrité et allergique à l'exploitation privée du pouvoir public, de ses prérogatives et de ses programmes, par les groupes de pression de toute nature.

Avant de présenter les cinq grands programmes sous-jacents à cette nouvelle social-démocratie concurrentielle, il peut être utile d'en préciser davantage le principe et les éléments fondamentaux. Réaffirmons que l'objectif premier et ultime de la nouvelle social-démocratie concurrentielle est l'amélioration optimisée dans le temps et dans l'espace du bien-être des individus. Pour atteindre cet objectif, il faut redonner aux individus des incitations au travail et aux entreprises la volonté et le pouvoir de créer des emplois, en augmentant la rentabilité personnelle, entrepreneuriale et sociale de ces emplois. Le but est ici d'éviter les pertes de croissance et de richesse qu'entraîne inéluctablement un taux d'emploi trop faible résultant en dernière analyse d'un calcul avantages coûts amenant trop d'individus à conclure qu'il est préférable et plus payant de ne pas travailler.

---

Il faut dans **un premier programme SDC** :

- favoriser le développement et le maintien de compétences-clés bien définies dans le secteur public et dans le secteur privé;
- revoir le rôle des gouvernements et administrations qui doit d'abord et avant tout être celui :
  - d'identifier les besoins des citoyens en biens et services sociaux, en qualité et en quantité,
  - de faire les arbitrages nécessaires,
  - de gérer les contrats et partenariats public-privé de production et de distribution de ces biens et services au meilleur coût possible.

---

C'est en assumant efficacement ces compétences-clés que les administrations publiques, motivées par la contrainte électorale, contribueront au maximum au mieux-être des citoyens. Ces administrations ne doivent pas se substituer au secteur privé dont les compétences-clés sont ou doivent être au premier chef de produire efficacement les biens et services privés, sociaux et publics, en utilisant les meilleures ressources humaines et matérielles possibles, motivé comme il se doit par la recherche d'un profit concurrentiel. La réalisation de ce programme exigera dans plusieurs cas une réduction, voire un démantèlement, de l'envergure actuelle de certaines institutions publiques en particulier dans la production de biens et services.

---

*Il sera souvent beaucoup plus efficace pour les autorités politiques de faire produire des biens et services publics par le secteur privé grâce à des mécanismes concurrentiels ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance et à l'expérimentation créatrice.*

---

L'entrepreneurship public et privé est une ressource trop importante pour l'avenir de la social-démocratie pour que l'on se mette à le gaspiller en confondant les rôles. On peut à titre d'exemples mentionner les entreprises publiques dans les domaines de la santé et de la finance.

S'il est du ressort des autorités politiques de définir des paniers de biens et de services de santé et de les proposer à la population par l'intermédiaire de la concurrence électorale, il ne s'ensuit pas qu'il est du ressort de ces autorités politiques de produire ces biens et services directement dans des organisations du secteur public. Il sera souvent et de manière générale beaucoup plus efficace de faire produire ces paniers de biens et services par le secteur privé grâce à des mécanismes concurrentiels ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance et à l'expérimentation créatrice.

De même, s'il est du ressort des autorités politiques de définir des paniers de biens et de services financiers (capital de risque et fonds de pension transférables, par exemple) et de les offrir à la population par l'intermédiaire de la concurrence électorale, il sera souvent beaucoup plus efficace d'implanter et de réaliser ces programmes par l'intermédiaire du secteur privé, grâce encore une fois à des mécanismes concurrentiels ouverts, transparents et plus incitatifs à la performance, que par l'intermédiaire d'institutions financières publiques ou para-publiques agissant en quasi-monopoles et donnant lieu à des possibilités de manipulation plus ou moins occulte des fonds publics.

Enfin, le rôle des administrations publiques est d'assurer dans toute la mesure de leurs possibilités un niveau de vie maximal au meilleur coût possible pour les citoyens. Un moyen potentiellement très efficace pour y arriver est la globalisation des marchés. En effet, cette globalisation permet aux citoyens de se soustraire au pouvoir oligopolistique souvent pernicieux des entreprises para-publiques et des administrations locales.

---

Il faut dans **un deuxième programme SDC** :

- favoriser la formation, la libéralisation, la dissémination et la compréhension des informations, développements et rouages économiques,
- favoriser le recours systématique aux mécanismes de concurrence
  - non seulement dans les sphères traditionnelles du privé (marchés concurrentiels)
  - mais aussi dans toutes les sphères possibles du secteur public (marchés virtuels).
- s'abstenir de manipuler indûment et de manière parernaliste les signaux de rareté (valeur) relative que sont les prix concurrentiels des biens et services tant publics (éducation, santé et autres) que privés, afin
  - d'éviter les gaspillages de ressources
  - de favoriser l'émergence de solutions innovantes aux problèmes et défis qui se posent.

---

Seuls des mécanismes concurrentiels, ouverts et transparents (faisant un usage optimisé des nouvelles technologies de communications) peuvent garantir l'émergence d'une société où les intérêts des citoyens prédominent, où les choix de production, de consommation et d'investissements tant publics que privés sont faits de manière efficace sur la base des meilleures informations disponibles, des meilleures compétences disponibles, et des meilleures perspectives de développement, et où le réel et le contenu dominent les clichés et le contenant.

Les mécanismes alternatifs et complémentaires aux marchés concurrentiels doivent être mis en place là où ces marchés concurrentiels pourraient s'avérer inefficaces : on pense en particulier aux mécanismes d'étalonnage ou de benchmarking permettant la concurrence entre unités du secteur public et les mécanismes de competitive tendering permettant une concurrence raisonnable entre le secteur public et le secteur privé.

---

*Seuls des mécanismes concurrentiels, ouverts et transparents (faisant un usage optimisé des nouvelles technologies de communications) peuvent garantir l'émergence d'une société où les intérêts des citoyens prédominent.*

---

Dans un contexte de globalisation des marchés, la croissance économique et l'avantage concurrentiel relatifs des sociétés reposeront de plus en plus sur deux facteurs interreliés que sont la réduction des distorsions implicites aux interventions sociales et économiques de leurs gouvernements et la qualité de leurs ressources humaines, plutôt que sur leurs technologies spécifiques ou leurs dotations en ressources matérielles et naturelles. Cette globalisation permet et permettra d'accéder à de grands marchés dans lesquels la compétence dominera. Il est crucial pour la social-démocratie de pouvoir compter sur des entreprises capables d'affronter cette concurrence basée sur la compétence et de bien s'en sortir. D'où l'importance des mécanismes incitatifs à la performance dans le développement et la mise à jour continue des compétences.

---

Il faut dans **un troisième programme SDC** :

- favoriser la prise en charge par chaque individu du développement et du maintien de son capital humain et de sa base de compétences,
  - impliquer de manière crédible les entreprises et organisations privées et publiques dans les programmes de formation des compétences aux niveaux collégial et universitaire en favorisant la formation en entreprise des compétences techniques, en exigeant d'elles des analyses rigoureuses et crédibles de leurs besoins futurs, en favorisant le travail supervisé (stages) durant les études,
  - revoir de fond en comble les mécanismes actuels de financement public et privé des institutions d'enseignement (écoles, collèges et universités) pour les soumettre à des mécanismes d'incitations puissants et crédibles en mettant l'accent sur l'efficacité et la compétence avec lesquelles elles s'acquittent de leur mission de produire et de former une relève scientifique et professionnelle compétente dont l'économie et la société ont et auront besoin.
-

Pour concilier les besoins d'incitations à la performance, de flexibilité sur les marchés du travail, d'efficacité dans l'utilisation de nos ressources et donc de vérité dans les prix (concurrentiels) tout en assurant à chaque individu et à chaque ménage un niveau de vie décent, nous devons procéder à une ré-ingénierie profonde des mécanismes de support aux faibles revenus. Ces mécanismes devront dans un quatrième programme SDC être incitatifs pour les individus et les ménages et incitatifs également pour les entreprises privées et les administrations publiques.

Il faut dans le même esprit réduire le coût des embauches, et donc des congédiements, augmenter la rentabilité relative du travail, dynamiser les marchés du travail, favoriser la création d'emplois de haute qualité et favoriser une véritable réinsertion sociale.

---

Il faut dans **un quatrième programme SDC**:

- diminuer les taux marginaux implicites de taxation lorsque des chômeurs ou des assistés sociaux réussissent à dénicher des emplois à temps plein ou à temps partiel,
  - diminuer les taux marginaux de taxation des hauts salariés
  - substituer aux manipulations plus ou moins paternalistes des prix et au maintien des personnes à faible revenu dans un état quasi-permanent de dépendance, un programme de redistribution directe des revenus qui soit fortement incitatif à l'autonomie des personnes.
-

Il est de connaissance commune que les gouvernements de toutes tendances, mais en particulier de tendance social-démocrate, ont la mauvaise habitude de créer à répétition de nouveaux programmes qui seront très rarement soumis dans le temps à des évaluations rigoureuses.

---

Il faut dans un **cinquième programme SDC**:

- mettre sur pied des processus et méthodes d'évaluation rigoureuse, transparente, indépendante et crédible des programmes et politiques publics.

---

*On doit malheureusement constater que dans la très grande majorité des cas, les évaluations courantes des divers programmes et politiques sont superficielles et sans fondements analytiques sérieux. Ces évaluations courantes ont souvent pour but d'apporter une caution morale à des interventions mal conçues et mal orientées des pouvoirs publics.*

---

Ces évaluations rigoureuses et indépendantes devraient permettre de comparer les impacts et les coûts des programmes aux objectifs qui au départ les justifiaient. La reconnaissance de la rationalité individuelle exige des autorités politiques qu'elles prennent en considération dans le design de politiques et de programmes les changements anticipés ou prédits dans les comportements individuels suite à l'implantation de ces politiques et programmes. La nouvelle social-démocratie concurrentielle n'a que faire des souhaits et des vœux pieux. Au contraire, elle doit s'appuyer sur la reconnaissance de la capacité des individus de faire des choix par lesquels ils expriment leur rationalité.

La difficulté de l'évaluation de programmes et politiques ne doit pas être sous-estimée. Il peut s'avérer nécessaire de créer à cet effet un organisme indépendant responsable de veiller au développement de méthodes d'évaluation des programmes et des politiques publiques. On doit malheureusement constater que dans la très grande majorité des cas, les évaluations courantes des divers programmes et politiques sont superficielles et sans fondements analytiques sérieux. Ces évaluations courantes ont souvent pour but d'apporter une caution morale à des interventions mal conçues et mal orientées des pouvoirs publics.

Citons par exemple trois cas particulièrement importants : les programmes de création d'emplois, les programmes de soutien à la R&D et les programmes palliatifs de formation offerts aux bénéficiaires de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage/emploi. Plus souvent qu'autrement, les évaluations de ces programmes sont truffées de double sinon de triple comptage des résultats et d'une ignorance plus ou moins consciente de leurs coûts réels en termes de pertes d'emplois alternatifs, en termes de déplacement (crowding out) de programmes de R&D alternatifs (coûts d'opportunité) ou encore en termes d'incitations, dus entre autres au financement des programmes, aux orientations ou conditions d'éligibilité des programmes et aux signaux pervers qu'envoient ces programmes aux éventuels bénéficiaires actuels et potentiels.

## **POUR UNE NOUVELLE RÉVOLUTION TRANQUILLE**

C'est donc une véritable révolution que représente pour le Québec la nouvelle social-démocratie concurrentielle par rapport à la social-démocratie traditionnelle. Mais cette révolution est une condition de survie. À défaut de la réaliser, le Québec comme les autres sociétés qui s'agripperont à des modèles de social-démocratie traditionnelle, mal adaptés aux nouveaux environnements sociaux, économiques et culturels, sont vouées à l'appauvrissement relatif et donc à l'échec face aux objectifs premiers de leurs programmes et politiques.

Les sociétés où l'esprit original de la social-démocratie demeure vivant ne peuvent plus se satisfaire des demi-vérités et de la langue de bois dont on les afflige trop souvent sous le couvert de grands et nobles sentiments. Elles doivent faire face à la dure réalité actuelle et aux années exigeantes qui s'en viennent. Atermoiements et palabres au sommet ne jouant que les mêmes rengaines usées et dépassées ou n'apportant que des palliatifs marginaux ne feraient qu'empirer leur évolution et le report de décisions encore plus douloureuses.

La poursuite d'un idéal social-démocrate au Québec passe par une remise en question courageuse de ses institutions. Et le temps presse.

---

*La poursuite d'un idéal  
social-démocrate au  
Québec passe par une  
remise en question  
courageuse de ses  
institutions. Et le temps  
presse.*

---

**APPENDICE : LES TABLEAUX STATISTIQUES**

- Tableau 1 : Produit intérieur brut national et provincial en termes de dépenses, 1981-1999
- Tableau 2 : Population quinquennale par tranche d'âge, 1971-1999
- Tableau 3A : Évolution des emplois (variation en %) 1976-1999
- Tableau 3B : Évolution des emplois à temps plein et à temps partiel, 1976-1999
- Tableau 3C : Évolution des emplois aux Etats-Unis, 1981-1999
- Tableau 4 : Statistiques sur l'emploi au Canada, 1976-1999
- Tableau 5 : Statistiques sur l'emploi des hommes de 55 à 64 ans au Canada, au Québec, aux États-Unis et dans le ROC 1976-1999
- Tableau 6 : Nombre de prestataires d'Assurance-emploi au Canada et au Québec, 1981-1999
- Tableau 7 : Nombre de faillites au Canada et au Québec, 1981-2000
- Tableau 8 : Rémunération hebdomadaire moyenne au Canada et au Québec (incluant le temps supplémentaires), 1983-1999
- Tableau 9A : Données sur le commerce pour le Canada, 1981-1999
- Tableau 9B : Données sur le commerce pour le Québec, 1981-1999
- Tableau 9C : Pourcentage du Québec dans le commerce canadien, 1981-1999
- Tableau 10 : Croissance des exportations par niveau technologique au Québec et au Canada, 1990-1999

Tableau 1

**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT NATIONAL ET PROVINCIAL EN TERMES DE DÉPENSES, 1981-1999<sup>N1</sup>****PRODUIT INTÉRIEUR BRUT CANADIEN**

| Mesure        | 1981    | 1982    | 1983    | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    | 1988    | 1989    | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| millions \$   | 360494  | 379734  | 411160  | 449249  | 485139  | 511796  | 558106  | 611785  | 656190  | 678135  | 683239  | 698544  | 724960  | 767506  | 807088  | 833070  | 877921  | 901805  | 957911  |
| var. %        | 14,4    | 5,3     | 8,3     | 9,3     | 8,0     | 5,5     | 9,0     | 9,6     | 7,3     | 3,3     | 0,8     | 2,2     | 3,8     | 5,9     | 5,2     | 3,2     | 5,4     | 2,7     | 6,2     |
| millions \$92 | 551 305 | 535 113 | 549 843 | 581 038 | 612 416 | 628 575 | 654 360 | 686 176 | 703 577 | 705 464 | 692 247 | 698 544 | 714 583 | 748 350 | 769 082 | 780 916 | 815 013 | 842 002 | 880 254 |
| var. %        | 3,0     | -2,9    | 2,8     | 5,7     | 5,4     | 2,6     | 4,1     | 4,9     | 2,5     | 0,3     | -1,9    | 0,9     | 2,3     | 4,7     | 2,8     | 1,5     | 4,4     | 3,3     | 4,5     |

**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT QUÉBÉCOIS**

| Mesure        | 1981    | 1982    | 1983    | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    | 1988    | 1989    | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| millions \$   | 80 765  | 85 468  | 92 056  | 100 583 | 107 604 | 117 321 | 128 628 | 140 939 | 148 429 | 153 299 | 155 134 | 158 357 | 162 093 | 170 148 | 177 107 | 180 199 | 187 862 | 193 695 | 204 062 |
| var. %        | 10,5    | 5,8     | 7,7     | 9,3     | 7,0     | 9,0     | 9,6     | 9,6     | 5,3     | 3,3     | 1,2     | 2,1     | 2,4     | 5,0     | 4,1     | 1,7     | 4,3     | 3,1     | 5,4     |
| % PIB CAN     | 22,4    | 22,5    | 22,4    | 22,4    | 22,2    | 22,9    | 23,0    | 23,0    | 22,6    | 22,6    | 22,7    | 22,7    | 22,4    | 22,2    | 21,9    | 21,6    | 21,4    | 21,5    | 21,3    |
| millions \$92 | 132 580 | 128 180 | 130 811 | 137 153 | 141 169 | 145 901 | 152 119 | 158 862 | 160 184 | 160 838 | 157 310 | 158 357 | 160 897 | 167 241 | 170 366 | 172 707 | 178 460 | 183 835 | 192 535 |
| var. %        | ...     | -3,3    | 2,1     | 4,8     | 2,9     | 3,4     | 4,3     | 4,4     | 0,8     | 0,4     | -2,2    | 0,7     | 1,6     | 3,9     | 1,9     | 1,4     | 3,3     | 3,0     | 4,7     |
| % PIB CAN     | 24,0    | 24,0    | 23,8    | 23,6    | 23,1    | 23,2    | 23,2    | 23,2    | 22,8    | 22,8    | 22,7    | 22,7    | 22,5    | 22,3    | 22,2    | 22,1    | 21,9    | 21,8    | 21,9    |
| % PIB ROC     | 31,7    | 31,5    | 31,2    | 30,9    | 30,0    | 30,2    | 30,3    | 30,1    | 29,5    | 29,5    | 29,4    | 29,3    | 29,1    | 28,8    | 28,5    | 28,4    | 28,0    | 27,9    | 28,0    |

**PRODUIT INTÉRIEUR BRUT, ROC**

| Mesure        | 1981    | 1982    | 1983    | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    | 1988    | 1989    | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| millions \$92 | 418 725 | 406 933 | 419 032 | 443 885 | 471 247 | 482 674 | 502 241 | 527 314 | 543 393 | 544 626 | 534 937 | 540 187 | 553 686 | 581 109 | 598 716 | 608 209 | 636 553 | 658 167 | 687 719 |
| var. %        |         | -2,8    | 3,0     | 5,9     | 6,2     | 2,4     | 4,1     | 5,0     | 3,0     | 0,2     | -1,8    | 1,0     | 2,5     | 5,0     | 3,0     | 1,6     | 4,7     | 3,4     | 4,5     |

|   | 1981-1990 | 1990-1999 | 1981-1999 | variation du PIB réel sur 25 ans<br>au taux annuel de 90-99 |
|---|-----------|-----------|-----------|---|
| Variation annuelle moyenne du PIB réel canadien (prix de 1992)  | 2,8       | 2,5       | 2,6       | 84,9  |
| Variation annuelle moyenne du PIB réel québécois (prix de 1992) | 2,2       | 2,0       | 2,1       | 64,8  |
| Variation annuelle moyenne du PIB réel ROC (prix de 1992)       | 3,0       | 2,6       | 2,8       | 91,2  |

**Note 1**

Les données sont désaisonnalisées.

**Note 2**

Si la croissance amorcée lors des deux premiers trimestres de 2000 se poursuit toute l'année

Tableau 2  
POPULATION QUINQUENNALE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-1999

**POPULATION QUINQUENNALE QUÉBÉCOISE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-1999**

| Mesure          |            | 1971   | 1976   | 1981   | 1986   | 1991   | 1996   | 1999   |
|-----------------|------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Moins de 15 ans | milliers   | 1 800  | 1 576  | 1 408  | 1 358  | 1 397  | 1 383  | 1 336  |
|                 | % du total | 29,3   | 24,6   | 21,5   | 20,2   | 19,8   | 19,0   | 18,2   |
| 15 à 44 ans     | milliers   | 2 824  | 3 137  | 3 315  | 3 380  | 3 421  | 3 372  | 3 301  |
|                 | % du total | 46,0   | 49,0   | 50,6   | 50,4   | 48,4   | 46,4   | 44,9   |
| 45 à 64 ans     | milliers   | 1 095  | 1 195  | 1 252  | 1 313  | 1 465  | 1 649  | 1 782  |
|                 | % du total | 17,8   | 18,7   | 19,1   | 19,6   | 20,7   | 22,7   | 24,3   |
| 65 ans et plus  | milliers   | 419    | 489    | 573    | 658    | 782    | 870    | 926    |
|                 | % du total | 6,8    | 7,6    | 8,8    | 9,8    | 11,1   | 12,0   | 12,6   |
| Total           | milliers   | 6138,0 | 6397,0 | 6548,0 | 6709,0 | 7065,0 | 7274,0 | 7345,0 |

**POPULATION QUINQUENNALE CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-1999**

| Mesure          |            | 1971    | 1976    | 1981    | 1986    | 1991    | 1996    | 1999    |
|-----------------|------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Moins de 15 ans | milliers   | 6 433   | 5 960   | 5 533   | 5 485   | 5 790   | 5 992   | 5 915   |
|                 | % du total | 29,3    | 25,4    | 22,3    | 21,0    | 20,7    | 20,2    | 19,4    |
| 15 à 44 ans     | milliers   | 9 699   | 11 028  | 12 220  | 12 932  | 13 580  | 13 771  | 13 849  |
|                 | % du total | 44,2    | 47,0    | 49,2    | 49,5    | 48,4    | 46,4    | 45,4    |
| 45 à 64 ans     | milliers   | 4 068   | 4 440   | 4 690   | 4 947   | 5 444   | 6 327   | 6 940   |
|                 | % du total | 18,5    | 18,9    | 18,9    | 19,0    | 19,4    | 21,3    | 22,8    |
| 65 ans et plus  | milliers   | 1 762   | 2 023   | 2 377   | 2 740   | 3 217   | 3 582   | 3 790   |
|                 | % du total | 8,0     | 8,6     | 9,6     | 10,5    | 11,5    | 12,1    | 12,4    |
| Total           | milliers   | 21962,0 | 23451,0 | 24820,0 | 26104,0 | 28031,0 | 29672,0 | 30494,0 |

**POURCENTAGE DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE DANS LA POPULATION CANADIENNE PAR TRANCHE D'ÂGE, 1971-199**

|                 | Mesure | 1971 | 1976 | 1981 | 1986 | 1991 | 1996 | 1999 |
|-----------------|--------|------|------|------|------|------|------|------|
| Moins de 15 ans | %      | 28,0 | 26,4 | 25,4 | 24,8 | 24,1 | 23,1 | 22,6 |
| 15 à 44 ans     | %      | 29,1 | 28,4 | 27,1 | 26,1 | 25,2 | 24,5 | 23,8 |
| 45 à 64 ans     | %      | 26,9 | 26,9 | 26,7 | 26,5 | 26,9 | 26,1 | 25,7 |
| 65 ans et plus  | %      | 23,8 | 24,2 | 24,1 | 24,0 | 24,3 | 24,3 | 24,4 |
| Total           | %      | 27,9 | 27,3 | 26,4 | 25,7 | 25,2 | 24,5 | 24,1 |

**Source**

Statistique Canada, CANSIM (C244992, C245136, C245139, C245142, C892538, C892574, C892577  
et la sommation des séries C892340, C892358, C892376, C892394, C892412, C892430)

**TABLEAU 3A**  
**ÉVOLUTION DES EMPLOIS (VARIATION EN %) 1976-1999**

| <b>QUÉBEC</b>          |                          |                          |                          |                           |                           |
|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
|                        | <b>76-85<br/>(9 ans)</b> | <b>81-90<br/>(9 ans)</b> | <b>90-99<br/>(9 ans)</b> | <b>81-99<br/>(18 ans)</b> | <b>76-99<br/>(23 ans)</b> |
| Emploi tot.            | 11,6                     | 12,6                     | 6,9                      | 20,4                      | 31,7                      |
| T. partiel             | 95,7                     | 35,6                     | 16,0                     | 57,2                      | 146,1                     |
| T. plein               | 3,3                      | 9,2                      | 5,2                      | 14,9                      | 20,4                      |
| Plein 2/1 <sup>N</sup> | 7,6                      | 11,0                     | 6,1                      | 17,8                      | 26,3                      |

  

| <b>CANADA</b>          |                          |                          |                          |                           |                           |
|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
|                        | <b>76-85<br/>(9 ans)</b> | <b>81-90<br/>(9 ans)</b> | <b>90-99<br/>(9 ans)</b> | <b>81-99<br/>(18 ans)</b> | <b>76-99<br/>(23 ans)</b> |
| Emploi tot.            | 18,8                     | 15,8                     | 11,1                     | 28,6                      | 48,6                      |
| T. partiel             | 62,4                     | 32,3                     | 20,1                     | 58,9                      | 118,4                     |
| T. plein               | 12,6                     | 12,9                     | 9,2                      | 23,3                      | 38,6                      |
| Plein 2/1 <sup>N</sup> | 15,9                     | 14,5                     | 10,2                     | 26,2                      | 43,9                      |

  

| <b>ROC</b>             |                          |                          |                          |                           |                           |
|------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
|                        | <b>76-85<br/>(9 ans)</b> | <b>81-90<br/>(9 ans)</b> | <b>90-99<br/>(9 ans)</b> | <b>81-99<br/>(18 ans)</b> | <b>76-99<br/>(23 ans)</b> |
| Emploi tot.            | 21,4                     | 16,9                     | 12,4                     | 31,3                      | 54,6                      |
| T. partiel             | 54,7                     | 31,4                     | 21,3                     | 59,3                      | 112,0                     |
| T. plein               | 16,0                     | 14,2                     | 10,5                     | 26,2                      | 45,4                      |
| Plein 2/1 <sup>N</sup> | 18,9                     | 15,7                     | 11,5                     | 29,0                      | 50,3                      |

  

| <b>ÉTATS-UNIS</b> |                          |                          |                          |                           |                           |
|-------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
|                   | <b>76-85<br/>(9 ans)</b> | <b>81-90<br/>(9 ans)</b> | <b>90-99<br/>(9 ans)</b> | <b>81-99<br/>(18 ans)</b> | <b>76-99<br/>(23 ans)</b> |
| Emploi tot.       | 21                       | 18,3                     | 12,4                     | 33,0                      | 50,4                      |

Source  
Tableaux 3B et 3C

TABLEAU 3B  
ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL, 1976-1999

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL AU QUÉBEC, 1976-1999

| Mesure                 |                | 1976  | 1977  | 1978  | 1979  | 1980  | 1981  | 1982  | 1983  | 1984  | 1985  | 1986  | 1987  | 1988  | 1989  | 1990  | 1991  | 1992  | 1993  | 1994  | 1995  | 1996  | 1997  | 1998  | 1999  |
|------------------------|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Emploi tot.            | milliers       | 2 549 | 2 553 | 2 589 | 2 687 | 2 752 | 2 790 | 2 641 | 2 684 | 2 757 | 2 845 | 2 931 | 3 016 | 3 080 | 3 124 | 3 141 | 3 082 | 3 041 | 3 040 | 3 100 | 3 147 | 3 146 | 3 195 | 3 282 | 3 358 |
|                        | variati. nette | 4     | 36    | 98    | 65    | 38    | -149  | 43    | 73    | 88    | 86    | 85    | 64    | 44    | 17    | -59   | -41   | -1    | 60    | 47    | -1    | 49    | 87    | 76    |       |
|                        | variati. %     | 0,2   | 1,4   | 3,8   | 2,4   | 1,4   | -5,3  | 1,6   | 2,7   | 3,2   | 3,0   | 2,9   | 2,1   | 1,4   | 0,5   | -1,9  | -1,3  | 0,0   | 2,0   | 1,5   | 0,0   | 1,6   | 2,7   | 2,3   |       |
| T. partiel             | milliers       | 230   | 251   | 271   | 300   | 329   | 360   | 376   | 399   | 406   | 450   | 461   | 453   | 468   | 475   | 488   | 520   | 524   | 539   | 532   | 547   | 565   | 571   | 580   | 566   |
|                        | variati. nette | 21    | 20    | 29    | 29    | 31    | 16    | 23    | 7     | 44    | 11    | -8    | 15    | 7     | 13    | 32    | 4     | 15    | -7    | 15    | 18    | 6     | 9     | -14   |       |
|                        | variati. %     | 9,1   | 8,0   | 10,7  | 9,7   | 9,4   | 4,4   | 6,1   | 1,8   | 10,8  | 2,4   | -1,7  | 3,3   | 1,5   | 2,7   | 6,6   | 0,8   | 2,9   | -1,3  | 2,8   | 3,3   | 1,1   | 1,6   | -2,4  |       |
|                        | % total        | 9,0   | 9,8   | 10,5  | 11,2  | 12,0  | 12,9  | 14,2  | 14,9  | 14,7  | 15,8  | 15,7  | 15,0  | 15,2  | 15,2  | 15,5  | 16,9  | 17,2  | 17,7  | 17,2  | 17,4  | 18,0  | 17,9  | 17,7  | 16,9  |
| T. plein               | milliers       | 2 319 | 2 302 | 2 318 | 2 387 | 2 423 | 2 430 | 2 265 | 2 285 | 2 351 | 2 395 | 2 470 | 2 563 | 2 612 | 2 649 | 2 653 | 2 562 | 2 517 | 2 501 | 2 568 | 2 600 | 2 581 | 2 624 | 2 702 | 2 792 |
|                        | variati. nette | -17   | 16    | 69    | 36    | 7     | -165  | 20    | 66    | 44    | 75    | 93    | 49    | 37    | 4     | -91   | -45   | -16   | 67    | 32    | -19   | 43    | 78    | 90    |       |
|                        | variati. %     | -0,7  | 0,7   | 3,0   | 1,5   | 0,3   | -6,8  | 0,9   | 2,9   | 1,9   | 3,1   | 3,8   | 1,9   | 1,4   | 0,2   | -3,4  | -1,8  | -0,6  | 2,7   | 1,2   | -0,7  | 1,7   | 3,0   | 3,3   |       |
|                        | % total        | 91,0  | 90,2  | 89,5  | 88,8  | 88,0  | 87,1  | 85,8  | 85,1  | 85,3  | 84,2  | 84,3  | 85,0  | 84,8  | 84,8  | 84,5  | 83,1  | 82,8  | 82,3  | 82,8  | 82,6  | 82,0  | 82,1  | 82,3  | 83,1  |
| Plein 2/1 <sup>N</sup> | milliers       | 2 434 | 2 428 | 2 454 | 2 537 | 2 588 | 2 610 | 2 453 | 2 485 | 2 554 | 2 620 | 2 701 | 2 790 | 2 846 | 2 887 | 2 897 | 2 822 | 2 779 | 2 771 | 2 834 | 2 874 | 2 864 | 2 910 | 2 992 | 3 075 |
|                        | variati. nette | -6,5  | 26    | 83,5  | 50,5  | 22,5  | -157  | 31,5  | 69,5  | 66    | 80,5  | 89    | 56,5  | 40,5  | 10,5  | -75   | -43   | -8,5  | 63,5  | 39,5  | -10   | 46    | 82,5  | 83    |       |
|                        | variati. %     | -0,3  | 1,1   | 3,4   | 2,0   | 0,9   | -6,0  | 1,3   | 2,8   | 2,6   | 3,1   | 3,3   | 2,0   | 1,4   | 0,4   | -2,6  | -1,5  | -0,3  | 2,3   | 1,4   | -0,3  | 1,6   | 2,8   | 2,8   |       |

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL AU CANADA, 1976-1999

| Mesure                 |                | 1976  | 1977  | 1978   | 1979   | 1980   | 1981   | 1982   | 1983   | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   |
|------------------------|----------------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Emploi tot.            | milliers       | 9 777 | 9 915 | 10 212 | 10 658 | 10 969 | 11 297 | 10 947 | 11 027 | 11 300 | 11 617 | 11 979 | 12 321 | 12 711 | 12 987 | 13 084 | 12 851 | 12 760 | 12 858 | 13 112 | 13 357 | 13 463 | 13 775 | 14 141 | 14 531 |
|                        | variati. nette | 138   | 297   | 446    | 311    | 328    | -350   | 80     | 273    | 317    | 362    | 342    | 390    | 276    | 97     | -233   | -91    | 98     | 254    | 245    | 106    | 312    | 366    | 390    |        |
|                        | variati. %     | 1,4   | 3,0   | 4,4    | 2,9    | 3,0    | -3,1   | 0,7    | 2,5    | 2,8    | 3,1    | 2,9    | 3,2    | 2,2    | 0,7    | -1,8   | -0,7   | 0,8    | 2,0    | 1,9    | 0,8    | 2,3    | 2,7    | 2,8    |        |
| T. partiel             | milliers       | 1 228 | 1 301 | 1 362  | 1 479  | 1 582  | 1 688  | 1 758  | 1 862  | 1 902  | 1 994  | 2 041  | 2 065  | 2 153  | 2 178  | 2 233  | 2 346  | 2 383  | 2 483  | 2 495  | 2 523  | 2 580  | 2 635  | 2 674  | 2 682  |
|                        | variati. nette | 73    | 61    | 117    | 103    | 106    | 70     | 104    | 40     | 92     | 47     | 24     | 88     | 25     | 55     | 113    | 37     | 100    | 12     | 28     | 57     | 55     | 39     | 8      |        |
|                        | variati. %     | 5,9   | 4,7   | 8,6    | 7,0    | 6,7    | 4,1    | 5,9    | 2,1    | 4,8    | 2,4    | 1,2    | 4,3    | 1,2    | 2,5    | 5,1    | 1,6    | 4,2    | 0,5    | 1,1    | 2,3    | 2,1    | 1,5    | 0,3    |        |
|                        | % total        | 12,6  | 13,1  | 13,3   | 13,9   | 14,4   | 14,9   | 16,1   | 16,9   | 16,8   | 17,2   | 17,0   | 16,8   | 16,9   | 16,8   | 17,1   | 18,3   | 18,7   | 19,3   | 19,0   | 18,9   | 19,2   | 19,1   | 18,9   | 18,5   |
| T. plein               | milliers       | 8 549 | 8 614 | 8 850  | 9 179  | 9 387  | 9 609  | 9 189  | 9 165  | 9 398  | 9 623  | 9 938  | 10 256 | 10 558 | 10 809 | 10 851 | 10 505 | 10 377 | 10 375 | 10 617 | 10 834 | 10 883 | 11 140 | 11 467 | 11 849 |
|                        | variati. nette | 65    | 236   | 329    | 208    | 222    | -420   | -24    | 233    | 225    | 315    | 318    | 302    | 251    | 42     | -346   | -128   | -2     | 242    | 217    | 49     | 257    | 327    | 382    |        |
|                        | variati. %     | 0,8   | 2,7   | 3,7    | 2,3    | 2,4    | -4,4   | -0,3   | 2,5    | 2,4    | 3,3    | 3,2    | 2,9    | 2,4    | 0,4    | -3,2   | -1,2   | 0,0    | 2,3    | 2,0    | 0,5    | 2,4    | 2,9    | 3,3    |        |
|                        | % total        | 87,4  | 86,9  | 86,7   | 86,1   | 85,6   | 85,1   | 83,9   | 83,1   | 83,2   | 82,8   | 83,0   | 83,2   | 83,1   | 83,2   | 82,9   | 81,7   | 81,3   | 80,7   | 81,0   | 81,1   | 80,8   | 80,9   | 81,1   | 81,5   |
| Plein 2/1 <sup>N</sup> | milliers       | 9 163 | 9 265 | 9 531  | 9 919  | 10 178 | 10 453 | 10 068 | 10 096 | 10 349 | 10 620 | 10 959 | 11 289 | 11 635 | 11 898 | 11 968 | 11 678 | 11 569 | 11 617 | 11 865 | 12 096 | 12 173 | 12 458 | 12 804 | 13 190 |
|                        | variati. nette | 102   | 267   | 388    | 260    | 275    | -385   | 28     | 253    | 271    | 339    | 330    | 346    | 264    | 70     | -290   | -110   | 48     | 248    | 231    | 78     | 285    | 347    | 386    |        |
|                        | variati. %     | 1,1   | 2,9   | 4,1    | 2,6    | 2,7    | -3,7   | 0,3    | 2,5    | 2,6    | 3,2    | 3,0    | 3,1    | 2,3    | 0,6    | -2,4   | -0,9   | 0,4    | 2,1    | 1,9    | 0,6    | 2,3    | 2,8    | 3,0    |        |

ÉVOLUTION DES EMPLOIS À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL DANS LE RESTE DU CANADA (ROC), 1976-1999

| Mesure                 |                | 1976  | 1977  | 1978  | 1979  | 1980  | 1981  | 1982  | 1983  | 1984  | 1985  | 1986  | 1987  | 1988  | 1989  | 1990  | 1991  | 1992  | 1993  | 1994   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   |
|------------------------|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Emploi tot.            | milliers       | 7 228 | 7 362 | 7 623 | 7 971 | 8 217 | 8 507 | 8 306 | 8 343 | 8 543 | 8 772 | 9 048 | 9 305 | 9 631 | 9 863 | 9 943 | 9 769 | 9 719 | 9 818 | 10 012 | 10 210 | 10 317 | 10 580 | 10 859 | 11 173 |
|                        | variati. nette | 134   | 261   | 348   | 246   | 290   | -201  | 37    | 200   | 229   | 276   | 257   | 326   | 232   | 80    | -174  | -50   | 99    | 194   | 198    | 107    | 263    | 279    | 314    |        |
|                        | variati. %     | 1,9   | 3,5   | 4,6   | 3,1   | 3,5   | -2,4  | 0,4   | 2,4   | 2,7   | 3,1   | 2,8   | 3,5   | 2,4   | 0,8   | -1,7  | -0,5  | 1,0   | 2,0   | 2,0    | 1,0    | 2,5    | 2,6    | 2,9    |        |
| T. partiel             | milliers       | 998   | 1 050 | 1 091 | 1 179 | 1 253 | 1 328 | 1 382 | 1 463 | 1 496 | 1 544 | 1 580 | 1 612 | 1 685 | 1 703 | 1 745 | 1 826 | 1 859 | 1 944 | 1 963  | 1 976  | 2 015  | 2 064  | 2 094  | 2 116  |
|                        | variati. nette | 52    | 41    | 88    | 74    | 75    | 54    | 81    | 33    | 48    | 36    | 32    | 73    | 18    | 42    | 81    | 33    | 85    | 19    | 13     | 39     | 49     | 30     | 22     |        |
|                        | variati. %     | 5,2   | 3,9   | 8,1   | 6,3   | 6,0   | 4,1   | 5,9   | 2,3   | 3,2   | 2,3   | 2,0   | 4,5   | 1,1   | 2,5   | 4,6   | 1,8   | 1,6   | 1,0   | 0,7    | 2,0    | 2,4    | 1,5    | 1,1    |        |
|                        | % total        | 13,8  | 14,3  | 14,3  | 14,8  | 15,2  | 15,6  | 16,6  | 17,5  | 17,5  | 17,6  | 17,5  | 17,3  | 17,5  | 17,3  | 17,6  | 18,7  | 19,1  | 19,8  | 19,6   | 19,4   | 19,5   | 19,5   | 19,3   | 18,9   |
| T. plein               | milliers       | 6 230 | 6 312 | 6 532 | 6 792 | 6 964 | 7 179 | 6 924 | 6 880 | 7 047 | 7 228 | 7 468 | 7 693 | 7 946 | 8 160 | 8 198 | 7 943 | 7 860 | 7 874 | 8 049  | 8 234  | 8 302  | 8 516  | 8 765  | 9 057  |
|                        | variati. nette | 82    | 220   | 260   | 172   | 215   | -255  | -44   | 167   | 181   | 240   | 225   | 253   | 214   | 38    | -255  | -83   | 14    | 175   | 185    | 68     | 214    | 249    | 292    |        |
|                        | variati. %     | 1,3   | 3,5   | 4,0   | 2,5   | 3,1   | -3,6  | -0,6  | 2,4   | 2,6   | 3,3   | 3,0   | 3,3   | 2,7   | 0,5   | -3,1  | -1,0  | 0,2   | 2,2   | 2,3    | 0,8    | 2,6    | 2,9    | 3,3    |        |
|                        | % total        | 86,2  | 85,7  | 85,7  | 85,2  | 84,8  | 84,4  | 83,4  | 82,5  | 82,5  | 82,4  | 82,5  | 82,7  | 82,5  | 82,7  | 82,4  | 81,3  | 80,9  | 80,2  | 80,4   | 80,6   | 80,5   | 80,5   | 80,7   | 81,1   |
| Plein 2/1 <sup>N</sup> | milliers       | 6 729 | 6 837 | 7 078 | 7 382 | 7 591 | 7 843 | 7 615 | 7 612 | 7 795 | 8 000 | 8 258 | 8 499 | 8 789 | 9 012 | 9 071 | 8 856 | 8 790 | 8 846 | 9 031  | 9 222  | 9 310  | 9 548  | 9 812  | 10 115 |
|                        | variati. nette | 108   | 241   | 304   | 209   | 253   | -228  | -4    | 184   | 205   | 258   | 241   | 290   | 223   | 59    | -215  | -67   | 57    | 185   | 192    | 88     | 239    | 264    | 303    |        |
|                        | variati. %     | 1,6   | 3,5   | 4,3   | 2,8   | 3,3   | -2,9  | 0,0   | 2,4   | 2,6   | 3,2   | 2,9   | 3,4   | 2,5   | 0,7   | -2,4  | -0,8  | 0,6   | 2,1   | 2,1    | 0,9    | 2,6    | 2,8    | 3,1    |        |

Source

Statistique Canada, CANSIM (D980238, D980290, D986360, D986387)

Note

En comptant un emploi à temps plein pour deux emplois à temps partiel

Tableau 3C  
ÉVOLUTION DES EMPLOIS AUX ÉTATS-UNIS, 1981-1999

| Mesure                        |               | 1976   | 1977   | 1978   | 1979   | 1980   | 1981    | 1982   | 1983    | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    | 1988    | 1989    | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|-------------------------------|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Emploi total                  | milliers      | 88 753 | 92 017 | 96 046 | 98 825 | 99 303 | 100 400 | 99 529 | 100 822 | 105 003 | 107 154 | 109 601 | 112 439 | 114 974 | 117 327 | 118 796 | 117 713 | 118 488 | 120 259 | 123 071 | 124 908 | 126 715 | 129 565 | 131 463 | 133 492 |
|                               | variat. nette | 2 923  | 3 264  | 4 029  | 2 779  | 478    | 1 097   | -871   | 1 293   | 4 181   | 2 151   | 2 447   | 2 838   | 2 535   | 2 353   | 1 469   | -1 083  | 775     | 1 771   | 2 812   | 1 837   | 1 807   | 2 850   | 1 898   | 2 029   |
|                               | variat. %     | 3,4    | 3,7    | 4,4    | 2,9    | 0,5    | 1,1     | -0,9   | 1,3     | 4,1     | 2,0     | 2,3     | 2,6     | 2,3     | 2,0     | 1,3     | -0,9    | 0,7     | 1,5     | 2,3     | 1,5     | 1,4     | 2,2     | 1,5     | 1,5     |
| Taux d'activité <sup>13</sup> | en %          | 61,6   | 62,2   | 63,2   | 63,7   | 63,8   | 63,9    | 64,0   | 64,0    | 64,4    | 64,8    | 65,2    | 65,6    | 65,9    | 66,4    | 66,5    | 66,2    | 66,4    | 66,3    | 66,6    | 66,6    | 66,8    | 67,1    | 67,1    | 67,1    |
| Taux d'emploi <sup>13</sup>   | en %          | 56,8   | 57,9   | 59,3   | 59,9   | 59,2   | 59,0    | 57,8   | 57,9    | 59,5    | 60,1    | 60,7    | 61,5    | 62,3    | 62,9    | 62,8    | 61,7    | 61,5    | 61,7    | 62,5    | 62,9    | 63,2    | 63,8    | 64,1    | 64,3    |
| Taux de chômage               | en %          | 7,7    | 7,1    | 6,1    | 5,9    | 7,2    | 7,6     | 9,7    | 9,6     | 7,5     | 7,2     | 7,0     | 6,2     | 5,5     | 5,3     | 5,6     | 6,9     | 7,5     | 6,9     | 6,1     | 5,6     | 5,4     | 4,9     | 4,5     | 4,2     |

Source

US Department of Labor, Census Bureau, Novembre 2000, site internet : <http://stats.bls.gov/datahome.htm>

Note 2

En % de la population civile non-institutionnalisée de 16 ans et plus.

**Tableau 4**  
**STATISTIQUES SUR L'EMPLOI AU CANADA, 1976-1999**  
**(A = Taux d'activité ; C = Taux de chômage ; E = Taux d'emploi)**

|      | C.-Britannique |      |      | Alberta |      |      | Saskatchewan |     |      | Manitoba |     |      | Ontario |      |      | Québec |      |      | N.-Brunswick |      |      | N.-Écosse |      |      | I.-P.-Edouard |      |      | Terre-Neuve |      |      | Canada |      |      |
|------|----------------|------|------|---------|------|------|--------------|-----|------|----------|-----|------|---------|------|------|--------|------|------|--------------|------|------|-----------|------|------|---------------|------|------|-------------|------|------|--------|------|------|
|      | A              | C    | E    | A       | C    | E    | A            | C   | E    | A        | C   | E    | A       | C    | E    | A      | C    | E    | A            | C    | E    | A         | C    | E    | A             | C    | E    | A           | C    | E    | A      | C    | E    |
| 1976 | 61,9           | 8,7  | 56,5 | 67,2    | 4,0  | 64,5 | 60,7         | 3,9 | 58,3 | 61,7     | 4,7 | 58,8 | 64,2    | 6,2  | 60,2 | 58,8   | 8,7  | 53,7 | 54,3         | 11,0 | 48,3 | 55,4      | 9,5  | 50,1 | 56,9          | 9,6  | 51,4 | 49,6        | 13,1 | 43,1 | 61,5   | 7,2  | 57,1 |
| 1977 | 62,3           | 8,5  | 57,0 | 67,4    | 4,6  | 64,3 | 61,8         | 4,5 | 59,0 | 61,9     | 5,9 | 58,2 | 64,7    | 7,0  | 60,2 | 59,6   | 10,3 | 53,5 | 54,1         | 13,2 | 47,0 | 55,5      | 10,5 | 49,7 | 57,3          | 9,8  | 51,7 | 50,5        | 15,7 | 42,6 | 62,1   | 8,1  | 57,1 |
| 1978 | 63,4           | 8,3  | 58,1 | 68,8    | 4,8  | 65,5 | 62,4         | 4,9 | 59,3 | 63,2     | 6,5 | 59,1 | 65,9    | 7,2  | 61,2 | 60,3   | 10,9 | 53,7 | 55,3         | 12,5 | 48,4 | 56,5      | 10,5 | 50,6 | 58,0          | 9,7  | 52,4 | 51,9        | 16,1 | 43,5 | 63,1   | 8,4  | 57,8 |
| 1979 | 64,0           | 7,7  | 59,1 | 70,2    | 3,9  | 67,5 | 62,8         | 4,2 | 60,2 | 64,0     | 5,4 | 60,5 | 67,0    | 6,5  | 62,6 | 60,8   | 9,7  | 54,9 | 55,5         | 11,1 | 49,3 | 56,8      | 10,2 | 51,0 | 59,3          | 11,1 | 52,7 | 52,9        | 14,9 | 45,0 | 64,0   | 7,5  | 59,2 |
| 1980 | 64,9           | 6,8  | 60,5 | 71,3    | 3,8  | 68,6 | 63,2         | 4,4 | 60,4 | 64,8     | 5,5 | 61,2 | 67,2    | 6,9  | 62,6 | 61,7   | 9,9  | 55,6 | 56,1         | 11,1 | 49,9 | 57,8      | 9,7  | 52,2 | 59,6          | 10,8 | 53,2 | 53,4        | 13,2 | 46,4 | 64,6   | 7,5  | 59,8 |
| 1981 | 65,9           | 6,7  | 61,5 | 72,6    | 3,9  | 69,8 | 63,9         | 4,6 | 61,0 | 65,4     | 5,9 | 61,5 | 68,2    | 6,6  | 63,7 | 61,9   | 10,5 | 55,4 | 56,6         | 11,6 | 50,0 | 57,6      | 10,1 | 51,8 | 59,0          | 11,2 | 52,4 | 53,1        | 13,9 | 45,7 | 65,0   | 7,6  | 60,1 |
| 1982 | 65,1           | 12,3 | 57,1 | 72,1    | 7,8  | 66,5 | 64,4         | 6,3 | 60,3 | 65,4     | 8,5 | 59,8 | 68,0    | 9,8  | 61,3 | 60,5   | 14,0 | 52,0 | 55,5         | 14,1 | 47,7 | 57,5      | 13,1 | 50,0 | 58,5          | 12,9 | 51,0 | 52,9        | 16,7 | 44,1 | 64,5   | 11,1 | 57,3 |
| 1983 | 64,8           | 13,9 | 55,8 | 71,9    | 10,7 | 64,2 | 65,5         | 7,4 | 60,7 | 66,0     | 9,5 | 59,7 | 67,8    | 10,4 | 60,7 | 61,1   | 14,0 | 52,5 | 55,9         | 14,8 | 47,6 | 58,0      | 13,1 | 50,4 | 60,7          | 12,5 | 53,1 | 52,4        | 18,8 | 42,5 | 64,7   | 11,9 | 57,0 |
| 1984 | 64,8           | 14,9 | 55,1 | 72,4    | 11,2 | 64,3 | 65,6         | 8,0 | 60,4 | 66,2     | 8,4 | 60,6 | 68,1    | 9,0  | 62,0 | 61,8   | 12,9 | 53,8 | 55,6         | 15,0 | 47,3 | 59,7      | 13,1 | 51,9 | 60,8          | 12,9 | 53,0 | 53,2        | 20,4 | 42,3 | 65,0   | 11,3 | 57,7 |
| 1985 | 65,2           | 14,2 | 55,9 | 72,3    | 10,0 | 65,1 | 66,6         | 8,2 | 61,1 | 66,2     | 8,3 | 60,7 | 68,7    | 8,1  | 63,1 | 62,6   | 11,9 | 55,2 | 57,2         | 15,2 | 48,5 | 59,3      | 13,6 | 51,2 | 61,9          | 13,4 | 53,6 | 53,5        | 20,9 | 42,3 | 65,5   | 10,6 | 58,6 |
| 1986 | 65,9           | 12,5 | 57,7 | 72,6    | 9,9  | 65,4 | 67,1         | 7,7 | 61,9 | 66,9     | 7,7 | 61,7 | 69,0    | 7,0  | 64,2 | 62,9   | 11,0 | 56,0 | 58,0         | 14,3 | 49,7 | 60,0      | 13,1 | 52,1 | 62,4          | 13,5 | 54,0 | 53,6        | 19,2 | 43,3 | 66,0   | 9,7  | 59,6 |
| 1987 | 66,2           | 11,9 | 58,3 | 72,1    | 9,7  | 65,1 | 66,8         | 7,3 | 61,9 | 66,8     | 7,4 | 61,9 | 69,6    | 6,1  | 65,4 | 63,7   | 10,3 | 57,1 | 58,6         | 13,1 | 50,9 | 60,2      | 12,3 | 52,8 | 63,0          | 13,1 | 54,7 | 53,5        | 18,0 | 43,9 | 66,4   | 8,8  | 60,6 |
| 1988 | 66,3           | 10,3 | 59,5 | 72,6    | 8,1  | 66,7 | 66,8         | 7,5 | 61,8 | 66,9     | 7,9 | 61,6 | 70,1    | 5,0  | 66,6 | 64,3   | 9,4  | 58,3 | 59,2         | 12,0 | 52,1 | 61,0      | 10,2 | 54,8 | 64,0          | 12,9 | 55,7 | 54,9        | 16,4 | 45,9 | 66,8   | 7,8  | 61,6 |
| 1989 | 67,4           | 9,1  | 61,3 | 72,6    | 7,3  | 67,3 | 66,4         | 7,4 | 61,5 | 67,2     | 7,6 | 62,1 | 70,3    | 5,1  | 66,7 | 64,4   | 9,3  | 58,4 | 59,9         | 12,4 | 52,5 | 61,5      | 9,8  | 55,5 | 64,9          | 14,1 | 55,7 | 55,9        | 15,7 | 47,1 | 67,2   | 7,5  | 62,2 |
| 1990 | 66,7           | 8,4  | 61,1 | 72,4    | 7,1  | 67,3 | 66,9         | 7,0 | 62,2 | 67,6     | 7,3 | 62,7 | 69,9    | 6,3  | 65,5 | 64,6   | 10,2 | 58,0 | 60,1         | 12,1 | 52,8 | 62,3      | 10,6 | 55,7 | 65,9          | 14,9 | 56,1 | 56,2        | 17,0 | 46,6 | 67,1   | 8,2  | 61,6 |
| 1991 | 67,2           | 10,0 | 60,5 | 72,7    | 8,3  | 66,7 | 67,3         | 7,3 | 62,4 | 66,9     | 8,9 | 60,9 | 68,7    | 9,7  | 62,0 | 63,6   | 12,0 | 56,0 | 58,9         | 12,8 | 51,4 | 61,5      | 12,1 | 54,1 | 65,0          | 16,9 | 54,0 | 55,7        | 18,3 | 45,5 | 66,5   | 10,3 | 59,7 |
| 1992 | 67,1           | 10,5 | 60,1 | 72,0    | 9,6  | 65,1 | 66,7         | 8,3 | 61,2 | 66,1     | 9,7 | 59,7 | 67,7    | 10,9 | 60,3 | 62,7   | 12,8 | 54,7 | 59,3         | 12,8 | 51,7 | 60,0      | 13,1 | 52,1 | 65,8          | 18,0 | 54,0 | 54,0        | 20,2 | 43,1 | 65,7   | 11,2 | 58,3 |
| 1993 | 66,3           | 9,7  | 59,9 | 71,5    | 9,7  | 64,6 | 66,8         | 8,0 | 61,5 | 66,8     | 9,3 | 60,6 | 67,4    | 10,6 | 60,3 | 62,3   | 13,2 | 54,1 | 59,3         | 12,6 | 51,8 | 60,1      | 14,7 | 51,3 | 65,3          | 18,1 | 53,5 | 53,2        | 20,1 | 42,5 | 65,4   | 11,4 | 57,9 |
| 1994 | 66,6           | 9,4  | 60,3 | 71,7    | 8,6  | 65,5 | 65,9         | 7,0 | 61,3 | 66,6     | 9,2 | 60,5 | 66,4    | 9,6  | 60,0 | 62,5   | 12,2 | 54,9 | 59,1         | 12,4 | 51,8 | 60,4      | 13,3 | 52,4 | 65,5          | 17,0 | 54,4 | 53,6        | 20,4 | 42,7 | 65,2   | 10,3 | 58,5 |
| 1995 | 65,6           | 8,9  | 59,8 | 72,0    | 7,8  | 66,4 | 66,0         | 7,0 | 61,4 | 66,3     | 7,5 | 61,3 | 65,7    | 8,7  | 60,0 | 62,2   | 12,4 | 54,5 | 59,3         | 11,5 | 52,5 | 59,8      | 12,1 | 52,6 | 65,6          | 14,7 | 56,0 | 53,1        | 18,2 | 43,4 | 64,9   | 9,4  | 58,8 |
| 1996 | 65,5           | 8,9  | 59,7 | 72,1    | 7,0  | 67,1 | 65,5         | 6,5 | 61,2 | 66,4     | 7,5 | 61,4 | 66,0    | 9,1  | 60,0 | 62,1   | 11,8 | 54,8 | 59,0         | 11,7 | 52,1 | 60,0      | 12,7 | 52,4 | 66,2          | 14,5 | 56,6 | 52,2        | 19,5 | 42,0 | 64,7   | 9,6  | 58,5 |
| 1997 | 64,9           | 8,7  | 59,3 | 71,7    | 6,0  | 67,4 | 66,3         | 6,0 | 62,3 | 66,9     | 6,6 | 62,5 | 65,9    | 8,5  | 60,3 | 62,1   | 11,4 | 55,0 | 60,0         | 12,8 | 52,3 | 60,2      | 12,3 | 52,8 | 66,2          | 14,9 | 56,3 | 52,5        | 18,8 | 42,6 | 64,9   | 9,1  | 59,0 |
| 1998 | 64,8           | 8,9  | 59,0 | 72,2    | 5,7  | 68,1 | 66,6         | 5,9 | 62,7 | 67,1     | 5,7 | 63,3 | 66,3    | 7,2  | 61,5 | 62,2   | 10,4 | 55,7 | 60,8         | 12,1 | 53,4 | 60,6      | 10,7 | 54,1 | 65,9          | 13,8 | 56,8 | 54,0        | 17,9 | 44,3 | 65,1   | 8,3  | 59,7 |
| 1999 | 65,3           | 8,3  | 59,9 | 72,4    | 5,8  | 68,2 | 66,7         | 6,1 | 62,6 | 67,9     | 5,5 | 64,2 | 66,8    | 6,4  | 62,5 | 62,5   | 9,5  | 56,6 | 61,6         | 10,2 | 55,3 | 61,0      | 9,6  | 55,1 | 66,8          | 14,2 | 57,3 | 56,3        | 16,7 | 46,9 | 65,6   | 7,6  | 60,6 |

**Source**

Statistique Canada, CANSIM (D980778, D989458, D989464, D989470, D989476, D989482, D989488, D989494, D989500, 989506, D989512 (pour A), D980745, D989457, D989463, D989469, D989475, D989481, D989487, D989493, D989499, D989505, D989511 (pour C))

**Note**

Le taux d'activité A représente la population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus

Le taux de chômage C représente le nombre de personnes au chômage en pourcentage de la population active

Le taux d'emploi E représente le nombre de personnes au travail en pourcentage de la population de 15 ans et plus

Les liens entre A, C et E sont donnés par la formule:  $A*[1-(C/100)]=E$

**Tableau 5**  
**STATISTIQUES SUR L'EMPLOI DES HOMMES DE 55 À 64 ANS AU CANADA,**  
**AU QUÉBEC, AUX ÉTATS-UNIS ET DANS LE ROC 1976-1999**  
**Données désaisonnalisées**  
**(A = Taux d'activité, E = Taux d'emploi)**

|      | Canada |      | Québec |      | Etats-Unis |      | ROC  |      |
|------|--------|------|--------|------|------------|------|------|------|
|      | A      | E    | A      | E    | A          | E    | A    | E    |
| 1976 | 75,9   | 72,8 | 75,4   | 71,7 | 74,3       | 71,2 | 77,2 | 74,3 |
| 1977 | 75,3   | 71,5 | 73,8   | 68,6 | 73,8       | 71,2 | 77,2 | 73,9 |
| 1978 | 75,3   | 71,1 | 75,0   | 69,5 | 73,3       | 71,3 | 76,9 | 73,3 |
| 1979 | 75,0   | 71,5 | 73,4   | 69,2 | 72,8       | 70,8 | 77,3 | 74,2 |
| 1980 | 74,6   | 71,3 | 74,7   | 70,2 | 72,2       | 69,7 | 76,6 | 73,7 |
| 1981 | 74,1   | 70,7 | 71,9   | 67,4 | 70,6       | 68,1 | 76,3 | 73,5 |
| 1982 | 72,5   | 67,2 | 69,0   | 62,8 | 70,3       | 66,4 | 75,3 | 70,5 |
| 1983 | 71,5   | 65,4 | 69,6   | 62,9 | 69,3       | 65,2 | 73,4 | 67,6 |
| 1984 | 70,4   | 64,5 | 66,8   | 60,4 | 68,5       | 65,1 | 72,8 | 67,3 |
| 1985 | 69,1   | 63,1 | 65,6   | 58,6 | 68,0       | 65,0 | 72,1 | 66,4 |
| 1986 | 67,7   | 62,6 | 63,5   | 57,6 | 67,3       | 64,4 | 70,5 | 65,7 |
| 1987 | 65,8   | 61,4 | 61,7   | 56,5 | 67,6       | 65,1 | 68,3 | 64,1 |
| 1988 | 65,6   | 61,4 | 60,7   | 56,0 | 67,0       | 64,7 | 68,7 | 64,6 |
| 1989 | 65,3   | 61,1 | 59,4   | 54,2 | 67,2       | 64,9 | 68,6 | 64,7 |
| 1990 | 64,3   | 60,3 | 60,0   | 54,5 | 67,8       | 65,3 | 64,8 | 60,9 |
| 1991 | 62,3   | 57,1 | 58,2   | 51,7 | 67,0       | 63,9 | 62,8 | 57,7 |
| 1992 | 61,4   | 55,4 | 56,3   | 49,6 | 67,0       | 63,1 | 62,0 | 56,0 |
| 1993 | 60,4   | 54,3 | 55,2   | 48,6 | 66,5       | 63,1 | 61,0 | 54,9 |
| 1994 | 59,7   | 54,0 | 54,9   | 47,1 | 65,5       | 62,6 | 60,2 | 54,7 |
| 1995 | 58,7   | 53,7 | 54,4   | 48,1 | 66,0       | 63,6 | 59,2 | 54,3 |
| 1996 | 58,4   | 53,7 | 53,4   | 47,9 | 67,0       | 64,7 | 59,0 | 54,3 |
| 1997 | 59,6   | 55,1 | 56,1   | 50,4 | 67,6       | 65,5 | 60,0 | 55,6 |
| 1998 | 58,8   | 54,7 | 54,7   | 49,4 | 68,1       | 66,2 | 59,3 | 55,3 |
| 1999 | 60,7   | 56,9 | 56,3   | 51,5 | 67,9       | 65,7 | 61,2 | 57,5 |

Source

Statistique Canada [CANSIM (D980544, D985092)], Census Bureau et Institut de la Statistique du Québec

Note

Le taux d'activité représente la population active en pourcentage de la population totale et le taux d'emploi représente le nombre de personnes au travail en pourcentage de la population totale pour les hommes de 55 à 64 ans

Tableau 6

**NOMBRE DE PRESTATAIRES D'ASSURANCE-EMPLOI AU CANADA ET AU QUÉBEC, 1981-1999**

|        | Mesure   | 1981 | 1982  | 1983  | 1984  | 1985  | 1986  | 1987  | 1988  | 1989  | 1990  | 1991  | 1992  | 1993  | 1994  | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--------|----------|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|------|------|
| Canada | milliers | 720  | 1 138 | 1 248 | 1 194 | 1 145 | 1 095 | 1 033 | 1 015 | 1 030 | 1 121 | 1 365 | 1 388 | 1 291 | 1 112 | 957  | 911  | 782  | 743  |      |
| Québec | milliers | 273  | 392   | 385   | 371   | 359   | 338   | 316   | 323   | 337   | 368   | 427   | 433   | 404   | 355   | 313  | 301  | 259  | 243  |      |
|        | % Canada | 37,9 | 34,4  | 30,8  | 31,1  | 31,4  | 30,9  | 30,6  | 31,8  | 32,7  | 32,8  | 31,3  | 31,2  | 31,3  | 31,9  | 32,7 | 33,0 | 33,1 | 32,7 |      |

Source

Statistique Canada, CANSIM (D730563, D730576)

## Tableau 7

### NOMBRE DE FAILLITES AU CANADA ET AU QUÉBEC, 1981-2000

| <b>Canada</b> |        | Mesure | 1981   | 1982   | 1983   | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   |
|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Commerc.      | unité  |        | 7 708  | 10 265 | 9 826  | 9 285  | 8 314  | 8 143  | 7 371  | 7 721  | 8 314  | 11 642 | 13 496 | 14 317 | 12 527 | 11 810 | 13 258 | 14 229 | 12 200 | 10 780 | 10 023 |
|               | var. % |        | ...    | 33,2   | -4,3   | -5,5   | -10,5  | -2,1   | -9,5   | 4,7    | 7,7    | 40,0   | 15,9   | 6,1    | -12,5  | -5,7   | 12,3   | 7,3    | -14,3  | -11,6  | -7,0   |
| Ménages       | unité  |        | 23 036 | 30 643 | 26 822 | 22 022 | 19 752 | 21 765 | 24 384 | 25 817 | 29 202 | 42 782 | 62 277 | 61 822 | 54 456 | 53 802 | 65 432 | 79 631 | 85 297 | 75 459 | 72 994 |
|               | var. % |        | 9,6    | 33,0   | -12,5  | -17,9  | -10,3  | 10,2   | 12,0   | 5,9    | 13,1   | 46,5   | 45,6   | -0,7   | -11,9  | -1,2   | 21,6   | 21,7   | 7,1    | -11,5  | -3,3   |
| <b>Québec</b> |        | Mesure | 1981   | 1982   | 1983   | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   |
| Commerc.      | unité  |        | 3 161  | 4 195  | 3 700  | 3 212  | 2 650  | 2 671  | 2 537  | 2 883  | 3 336  | 4 676  | 5 217  | 5 353  | 4 623  | 4 488  | 5 135  | 5 771  | 4 590  | 3 821  | 3 283  |
|               | var. % |        | ...    | 32,7   | -11,8  | -13,2  | -17,5  | 0,8    | -5,0   | 13,6   | 15,7   | 40,2   | 11,6   | 2,6    | -13,6  | -2,9   | 14,4   | 12,4   | -20,5  | -16,8  | -14,1  |
|               | % Can. |        | 41,0   | 40,9   | 37,7   | 34,6   | 31,9   | 32,8   | 34,4   | 37,3   | 40,1   | 40,2   | 38,7   | 37,4   | 36,9   | 38,0   | 38,7   | 40,6   | 37,6   | 35,4   | 32,8   |
| Ménages       | unité  |        | 7 031  | 8 878  | 7 561  | 6 269  | 5 684  | 6 497  | 7 730  | 9 779  | 11 154 | 13 922 | 18 319 | 16 632 | 15 707 | 16 013 | 20 832 | 24 887 | 26 981 | 24 652 | 23 279 |
|               | var. % |        | 14,4   | 26,3   | -14,8  | -17,1  | -9,3   | 14,3   | 19,0   | 26,5   | 14,1   | 24,8   | 31,6   | -9,2   | -5,6   | 1,9    | 30,1   | 19,5   | 8,4    | -8,6   | -5,6   |
|               | % Can. |        | 30,5   | 29,0   | 28,2   | 28,5   | 28,8   | 29,9   | 31,7   | 37,9   | 38,2   | 32,5   | 29,4   | 26,9   | 28,8   | 29,8   | 31,8   | 31,3   | 31,6   | 32,7   | 31,9   |

#### Source

Statistique Canada, CANSIM (D93467, D93500, D369970, D370047, D370464, D370469, D370477, D370482)

#### Note

Les statistiques de 2000 sont une projection sur 12 mois des données des 9 premiers mois

## Tableau 8

### RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE AU CANADA ET AU QUÉBEC (Incluant le temps supplémentaire), 1983-1999

|        | Mesure      | 1983   | 1984   | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   | 83-89 | 90-99                       | 83-99 |  |
|--------|-------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|-----------------------------|-------|--|
|        |             |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |       | (variations annuelles moy.) |       |  |
| Canada | \$          | 382,67 | 398,58 | 412,68 | 425,12 | 441,13 | 460,59 | 484,10 | 506,18 | 529,49 | 547,93 | 557,92 | 568,19 | 573,71 | 585,97 | 598,22 | 606,31 | 610,34 |       |                             |       |  |
|        | variation % | ...    | 4,2    | 3,5    | 3,0    | 3,8    | 4,4    | 5,1    | 4,5    | 4,6    | 3,5    | 1,8    | 1,8    | 1,0    | 2,1    | 2,1    | 1,4    | 0,7    | 4,0   | 1,9                         | 3,0   |  |
| Québec | \$          | 379,39 | 393,80 | 404,76 | 414,37 | 431,71 | 452,34 | 469,76 | 496,23 | 516,34 | 535,46 | 542,41 | 546,77 | 549,62 | 554,33 | 564,92 | 571,68 | 571,32 |       |                             |       |  |
|        | variation % | ...    | 3,8    | 2,8    | 2,4    | 4,2    | 4,8    | 3,9    | 5,6    | 4,1    | 3,7    | 1,3    | 0,8    | 0,5    | 0,9    | 1,9    | 1,2    | -0,1   | 3,6   | 1,4                         | 2,6   |  |
|        | % Canada    | 99,1   | 98,8   | 98,1   | 97,5   | 97,9   | 98,2   | 97,0   | 98,0   | 97,5   | 97,7   | 97,2   | 96,2   | 95,8   | 94,6   | 94,4   | 94,3   | 93,6   |       |                             |       |  |

#### Source

Statistique Canada, CANSIM (L57711, L58554, L71070, L70290)

#### Note

Les données antérieures à 1983 sont inutilisables suite à une modification des méthodes d'enquête de Statistique Canada

## Tableau 9A

### DONNÉES SUR LE COMMERCE POUR LE CANADA, 1981-1999

|                         | 1981    | 1982    | 1983    | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    | 1988    | 1989    | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|-------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande intérieure      | 547 544 | 527 085 | 537 630 | 555 363 | 589 248 | 611 805 | 641 587 | 677 369 | 704 088 | 708 954 | 702 560 | 709 247 | 713 461 | 733 692 | 739 622 | 757 288 | 794 624 | 816 109 | 852 876 |
| Dépenses privées        | 314 720 | 306 931 | 315 693 | 329 926 | 346 955 | 360 738 | 375 678 | 392 093 | 406 034 | 411 343 | 405 783 | 412 940 | 420 442 | 433 649 | 442 941 | 453 990 | 472 867 | 485 906 | 504 763 |
| en % PIB                | 57,1    | 57,4    | 57,4    | 56,8    | 56,7    | 57,4    | 57,4    | 57,1    | 57,7    | 58,3    | 58,6    | 59,1    | 58,8    | 57,9    | 57,6    | 58,1    | 58,0    | 57,7    | 57,3    |
| Dépenses publiques      | 129 157 | 131 901 | 134 119 | 135 654 | 141 501 | 144 166 | 146 180 | 152 897 | 157 195 | 162 937 | 167 541 | 169 262 | 169 362 | 167 263 | 166 380 | 164 524 | 163 675 | 166 442 | 166 905 |
| en % PIB                | 23,4    | 24,6    | 24,4    | 23,3    | 23,1    | 22,9    | 22,3    | 22,3    | 23,1    | 24,2    | 24,2    | 23,7    | 22,4    | 21,6    | 21,1    | 20,1    | 19,8    | 19,8    | 19,0    |
| Investissements privés  | 90 639  | 78 126  | 78 769  | 80 449  | 88 435  | 93 779  | 104 799 | 115 783 | 121 883 | 115 727 | 109 783 | 108 209 | 105 197 | 112 958 | 111 058 | 120 122 | 140 414 | 145 233 | 159 828 |
| en % PIB                | 16,4    | 14,6    | 14,3    | 13,8    | 14,4    | 14,9    | 16,0    | 16,9    | 17,3    | 16,4    | 15,9    | 15,5    | 14,7    | 15,1    | 14,4    | 15,4    | 17,2    | 17,2    | 18,2    |
| Investissements publics | 11 370  | 11 830  | 11 467  | 12 033  | 13 532  | 13 697  | 14 213  | 14 875  | 16 542  | 17 665  | 18 899  | 18 836  | 18 460  | 19 822  | 19 243  | 18 652  | 17 668  | 18 528  | 21 380  |
| en % PIB                | 2,1     | 2,2     | 2,1     | 2,1     | 2,2     | 2,2     | 2,2     | 2,2     | 2,4     | 2,5     | 2,7     | 2,7     | 2,6     | 2,6     | 2,5     | 2,4     | 2,2     | 2,2     | 2,4     |
| Investissements totaux  | 102 009 | 89 956  | 90 236  | 92 482  | 101 967 | 107 476 | 119 012 | 130 658 | 138 425 | 133 392 | 128 682 | 127 045 | 123 657 | 132 780 | 130 301 | 138 774 | 158 082 | 163 761 | 181 208 |
| en % PIB                | 18,5    | 16,8    | 16,4    | 15,9    | 16,6    | 17,1    | 18,2    | 19,0    | 19,7    | 18,9    | 18,6    | 18,2    | 17,3    | 17,7    | 16,9    | 17,8    | 19,4    | 19,4    | 20,6    |
| Exportations totales    | 227 528 | 215 745 | 226 679 | 249 873 | 263 249 | 273 349 | 284 446 | 306 547 | 312 819 | 316 506 | 310 921 | 323 631 | 345 343 | 377 531 | 401 924 | 419 584 | 447 865 | 479 897 | 524 927 |
| en % PIB                | 41,3    | 40,3    | 41,2    | 43,0    | 43,0    | 43,5    | 43,5    | 44,7    | 44,5    | 44,9    | 44,9    | 46,3    | 48,3    | 50,4    | 52,3    | 53,7    | 55,0    | 57,0    | 59,6    |
| Exp. internationales    | 103 568 | 102 305 | 108 822 | 129 078 | 136 229 | 143 359 | 148 093 | 162 162 | 164 203 | 171 977 | 175 926 | 189 784 | 210 537 | 238 141 | 259 667 | 274 631 | 297 840 | 322 345 | 358 272 |
| en % exportations       | 45,5    | 47,4    | 48,0    | 51,7    | 51,7    | 52,4    | 52,1    | 52,9    | 52,5    | 54,3    | 56,6    | 58,6    | 61,0    | 63,1    | 64,6    | 65,5    | 66,5    | 67,2    | 68,3    |
| en % PIB                | 18,8    | 19,1    | 19,8    | 22,2    | 22,2    | 22,8    | 22,6    | 23,6    | 23,3    | 24,4    | 25,4    | 27,2    | 29,5    | 31,8    | 33,8    | 35,2    | 36,5    | 38,3    | 40,7    |
| Importations totales    | 227 088 | 199 076 | 213 047 | 232 998 | 249 461 | 263 197 | 277 240 | 305 051 | 319 869 | 319 644 | 316 064 | 326 240 | 341 381 | 363 100 | 379 863 | 396 391 | 438 160 | 462 401 | 502 514 |
| en % PIB                | 41,2    | 37,2    | 38,7    | 40,1    | 40,7    | 41,9    | 42,4    | 44,5    | 45,5    | 45,3    | 45,7    | 46,7    | 47,8    | 48,5    | 49,4    | 50,8    | 53,8    | 54,9    | 57,1    |
| Imp. internationales    | 103 147 | 86 865  | 96 247  | 113 709 | 123 759 | 134 335 | 141 920 | 161 382 | 171 580 | 175 482 | 181 120 | 192 393 | 206 575 | 223 710 | 237 606 | 251 438 | 288 135 | 304 849 | 335 859 |
| en % importations       | 45,4    | 43,6    | 45,2    | 48,8    | 49,6    | 51,0    | 51,2    | 52,9    | 53,6    | 54,9    | 57,3    | 59,0    | 60,5    | 61,6    | 62,6    | 63,4    | 65,8    | 65,9    | 66,8    |
| en % PIB                | 18,7    | 16,2    | 17,5    | 19,6    | 20,2    | 21,4    | 21,7    | 23,5    | 24,4    | 24,9    | 26,2    | 27,5    | 28,9    | 29,9    | 30,9    | 32,2    | 35,4    | 36,2    | 38,2    |
| Produit intérieur brut  | 551 305 | 535 113 | 549 843 | 581 038 | 612 416 | 628 575 | 654 360 | 686 176 | 703 577 | 705 464 | 692 247 | 698 544 | 714 583 | 748 350 | 769 082 | 780 916 | 815 013 | 842 002 | 880 254 |

#### Source

Statistique Canada: CANSIM séries D24642, D24643, D24649, D24650, D24657, D24658, D24625, D24630, D24631, D24635.

## Tableau 9B

### DONNÉES SUR LE COMMERCE POUR LE QUÉBEC, 1981-1999

(en millions \$ 92)

|                         | 1981    | 1982    | 1983    | 1984    | 1985    | 1986    | 1987    | 1988    | 1989    | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|-------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Demande intérieure      | 126 050 | 120 898 | 125 445 | 131 871 | 139 506 | 146 202 | 153 013 | 159 371 | 164 497 | 165 652 | 163 810 | 164 740 | 166 039 | 169 255 | 168 579 | 173 259 | 179 298 | 184 758 | 191 776 |
| Dépenses privées        | 75 224  | 72 553  | 75 018  | 79 209  | 83 295  | 86 370  | 89 603  | 92 790  | 95 055  | 95 636  | 94 135  | 95 652  | 97 245  | 100 292 | 102 323 | 104 889 | 108 532 | 111 636 | 116 557 |
| en % PIB                | 56,7    | 56,6    | 57,3    | 57,8    | 59,0    | 59,2    | 58,9    | 58,4    | 59,3    | 59,5    | 59,8    | 60,4    | 60,4    | 60,0    | 60,1    | 60,7    | 60,8    | 60,7    | 60,5    |
| Dépenses publiques      | 33 866  | 33 947  | 34 380  | 34 579  | 35 581  | 37 273  | 37 006  | 38 567  | 39 360  | 40 447  | 41 375  | 42 239  | 42 157  | 41 735  | 41 029  | 40 412  | 39 985  | 40 591  | 40 974  |
| en % PIB                | 25,5    | 26,5    | 26,3    | 25,2    | 25,2    | 25,5    | 24,3    | 24,3    | 24,6    | 25,1    | 26,3    | 26,7    | 26,2    | 25,0    | 24,1    | 23,4    | 22,4    | 22,1    | 21,3    |
| Investissements privés  | 15 583  | 13 726  | 14 850  | 16 332  | 17 719  | 19 710  | 23 185  | 24 397  | 25 767  | 25 250  | 23 843  | 22 786  | 22 312  | 22 639  | 20 764  | 22 742  | 24 808  | 26 924  | 29 532  |
| en % PIB                | 11,8    | 10,7    | 11,4    | 11,9    | 12,6    | 13,5    | 15,2    | 15,4    | 16,1    | 15,7    | 15,2    | 14,4    | 13,9    | 13,5    | 12,2    | 13,2    | 13,9    | 14,6    | 15,3    |
| Investissements publics | 2 317   | 2 113   | 2 364   | 2 630   | 3 367   | 3 085   | 2 948   | 3 240   | 3 700   | 3 839   | 4 162   | 4 063   | 4 325   | 4 589   | 4 463   | 4 520   | 4 167   | 4 335   | 4 713   |
| en % PIB                | 1,7     | 1,6     | 1,8     | 1,9     | 2,4     | 2,1     | 1,9     | 2,0     | 2,3     | 2,4     | 2,6     | 2,6     | 2,7     | 2,7     | 2,6     | 2,6     | 2,3     | 2,4     | 2,4     |
| Investissements totaux  | 17 900  | 15 839  | 17 214  | 18 962  | 21 086  | 22 795  | 26 133  | 27 637  | 29 467  | 29 089  | 28 005  | 26 849  | 26 637  | 27 228  | 25 227  | 27 262  | 28 975  | 31 259  | 34 245  |
| en % PIB                | 13,5    | 12,4    | 13,2    | 13,8    | 14,9    | 15,6    | 17,2    | 17,4    | 18,4    | 18,1    | 17,8    | 17,0    | 16,6    | 16,3    | 14,8    | 15,8    | 16,2    | 17,0    | 17,8    |
| Exportations totales    | 52 918  | 48 904  | 50 518  | 54 462  | 55 794  | 57 499  | 57 967  | 64 015  | 65 402  | 67 247  | 64 327  | 65 224  | 70 045  | 76 479  | 80 251  | 82 245  | 89 002  | 95 222  | 102 889 |
| en % PIB                | 39,9    | 38,2    | 38,6    | 39,7    | 39,5    | 39,4    | 38,1    | 40,3    | 40,8    | 41,8    | 40,9    | 41,2    | 43,5    | 45,7    | 47,1    | 47,6    | 49,9    | 51,8    | 53,4    |
| Exp. internationales    | 23 290  | 22 028  | 22 920  | 26 516  | 26 623  | 28 082  | 26 349  | 30 016  | 30 931  | 33 160  | 32 514  | 34 540  | 39 402  | 46 615  | 49 182  | 51 764  | 57 085  | 61 823  | 67 313  |
| en % exportations       | 44,0    | 45,0    | 45,4    | 48,7    | 47,7    | 48,8    | 45,5    | 46,9    | 47,3    | 49,3    | 50,5    | 53,0    | 56,3    | 61,0    | 61,3    | 62,9    | 64,1    | 64,9    | 65,4    |
| en % PIB                | 17,6    | 17,2    | 17,5    | 19,3    | 18,9    | 19,2    | 17,3    | 18,9    | 19,3    | 20,6    | 20,7    | 21,8    | 24,5    | 27,9    | 28,9    | 30,0    | 32,0    | 33,6    | 35,0    |
| Importations totales    | 49 844  | 42 735  | 46 500  | 52 755  | 56 036  | 58 532  | 61 597  | 67 396  | 71 378  | 71 812  | 70 010  | 69 898  | 74 878  | 76 912  | 78 941  | 83 075  | 89 606  | 96 010  | 103 922 |
| en % PIB                | 37,6    | 33,3    | 35,5    | 38,5    | 39,7    | 40,1    | 40,5    | 42,4    | 44,6    | 44,6    | 44,5    | 44,1    | 46,5    | 46,0    | 46,3    | 48,1    | 50,2    | 52,2    | 54,0    |
| Imp. internationales    | 22 932  | 18 738  | 20 862  | 24 618  | 27 608  | 28 789  | 30 289  | 34 386  | 37 302  | 39 530  | 40 653  | 41 324  | 44 943  | 45 589  | 47 455  | 51 236  | 57 240  | 61 389  | 68 200  |
| en % importations       | 46,0    | 43,8    | 44,9    | 46,7    | 49,3    | 49,2    | 49,2    | 51,0    | 52,3    | 55,0    | 58,1    | 59,1    | 60,0    | 59,3    | 60,1    | 61,7    | 63,9    | 63,9    | 65,6    |
| en % PIB                | 17,3    | 14,6    | 15,9    | 17,9    | 19,6    | 19,7    | 19,9    | 21,6    | 23,3    | 24,6    | 25,8    | 26,1    | 27,9    | 27,3    | 27,9    | 29,7    | 32,1    | 33,4    | 35,4    |
| Produit intérieur brut  | 132 580 | 128 180 | 130 811 | 137 153 | 141 169 | 145 901 | 152 119 | 158 862 | 160 184 | 160 838 | 157 310 | 158 357 | 160 897 | 167 241 | 170 366 | 172 707 | 178 460 | 183 835 | 192 535 |

#### Source

Statistique Canada, CANSIM séries D24812, D24813, D24819, D24820, D24827, D24828, D24795, D24800, D24801, D24805

---

Tableau 9C

**POURCENTAGE DU QUÉBEC DANS LE COMMERCE CANADIEN, 1981-1999**

---

|                         | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998  | 1999 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|------|
| Demande intérieure      | 23,0 | 22,9 | 23,3 | 23,7 | 23,7 | 23,9 | 23,8 | 23,5 | 23,4 | 23,4 | 23,3 | 23,2 | 23,3 | 23,1 | 22,8 | 22,9 | 22,6 | 22,6  | 22,5 |
| Dépenses privées        | 23,9 | 23,6 | 23,8 | 24,0 | 24,0 | 23,9 | 23,9 | 23,7 | 23,4 | 23,2 | 23,2 | 23,2 | 23,1 | 23,1 | 23,1 | 23,1 | 23,0 | 23,0  | 23,1 |
| Dépenses publiques      | 26,2 | 25,7 | 25,6 | 25,5 | 25,1 | 25,9 | 25,3 | 25,2 | 25,0 | 24,8 | 24,7 | 25,0 | 24,9 | 25,0 | 24,7 | 24,6 | 24,4 | 24,4  | 24,5 |
| Investissements privés  | 17,2 | 17,6 | 18,9 | 20,3 | 20,0 | 21,0 | 22,1 | 21,1 | 21,1 | 21,8 | 21,7 | 21,1 | 21,2 | 20,0 | 18,7 | 18,9 | 17,7 | 18,5  | 18,5 |
| Investissements publics | 20,4 | 17,9 | 20,6 | 21,9 | 24,9 | 22,5 | 20,7 | 21,8 | 22,4 | 21,7 | 22,0 | 21,6 | 23,4 | 23,2 | 23,2 | 24,2 | 23,6 | 23,4  | 22,0 |
| Investissements totaux  | 17,5 | 17,6 | 19,1 | 20,5 | 20,7 | 21,2 | 22,0 | 21,2 | 21,3 | 21,8 | 21,8 | 21,1 | 21,5 | 20,5 | 19,4 | 19,6 | 18,3 | 19,1  | 18,9 |
| Exportations totales    | 23,3 | 22,7 | 22,3 | 21,8 | 21,2 | 21,0 | 20,4 | 20,9 | 20,9 | 21,2 | 20,7 | 20,2 | 20,3 | 20,3 | 20,0 | 19,6 | 19,9 | 19,,8 | 19,6 |
| Exp. internationales    | 22,5 | 21,5 | 21,1 | 20,5 | 19,5 | 19,6 | 17,8 | 18,5 | 18,8 | 19,3 | 18,5 | 18,2 | 18,7 | 19,6 | 18,9 | 18,8 | 19,2 | 19,2  | 18,8 |
| Importations totales    | 21,9 | 21,5 | 21,8 | 22,6 | 22,5 | 22,2 | 22,2 | 22,1 | 22,3 | 22,5 | 22,2 | 21,4 | 21,9 | 21,2 | 20,8 | 21,0 | 20,5 | 20,8  | 20,7 |
| Imp. internationales    | 22,2 | 21,6 | 21,7 | 21,7 | 23,3 | 21,4 | 21,3 | 21,3 | 21,7 | 22,5 | 22,4 | 21,5 | 21,8 | 20,4 | 20,0 | 20,4 | 19,9 | 20,1  | 20,3 |
| Produit intérieur brut  | 24,0 | 24,0 | 23,8 | 23,6 | 23,1 | 23,2 | 23,2 | 23,2 | 22,8 | 22,8 | 22,7 | 22,7 | 22,5 | 22,3 | 22,2 | 22,1 | 21,9 | 21,8  | 21,9 |

---

Source

Tableaux 9A et 9B

---

Tableau 10

**CROISSANCE DES EXPORTATIONS PAR NIVEAU TECHNOLOGIQUE AU QUÉBEC ET AU CANADA, 1990-1999****Taux de croissance des exportations par niveau technologique, Québec, 1990-1999**

|                                   | 1990   | 1991   | 1992   | 1993   | 1994   | 1995   | 1996   | 1997   | 1998   | 1999   |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>En millions de \$</b>          |        |        |        |        |        |        |        |        |        |        |
| <b>Haute technologie</b>          | 5 463  | 5 665  | 5 639  | 6561   | 7 003  | 8 538  | 9 870  | 10 617 | 12 819 | 14 701 |
| % Variation                       | 49,4   | 3,7    | -0,5   | 16,4   | 6,7    | 21,9   | 15,6   | 7,6    | 20,8   | 14,7   |
| <b>Moyenne-haute technologie</b>  | 4 413  | 3 448  | 3 214  | 6398   | 8 556  | 9 026  | 8 176  | 8 855  | 9 516  | 9 994  |
| % Variation                       | -1,8   | -21,9  | -6,8   | 99,1   | 33,7   | 5,5    | -9,4   | 8,3    | 7,5    | 5,0    |
| <b>Moyenne-faible technologie</b> | 5 349  | 5 319  | 5 856  | 6865   | 8 727  | 10 957 | 11 128 | 11 806 | 12 153 | 12 370 |
| % Variation                       | -4,1   | -0,6   | 10,1   | 17,2   | 27,1   | 25,6   | 1,6    | 6,1    | 2,9    | 1,8    |
| <b>Faible technologie</b>         | 7 044  | 7 087  | 8 071  | 9708   | 11 074 | 13 898 | 14 683 | 15 747 | 17 036 | 18 246 |
| % Variation                       | 1,5    | 0,6    | 13,9   | 20,3   | 14,1   | 25,5   | 5,7    | 7,2    | 8,2    | 7,1    |
| <b>Total</b>                      | 22 269 | 21 519 | 22 780 | 29 532 | 35 359 | 42 419 | 43 858 | 47 024 | 51 524 | 55 312 |
| % Variation                       | 7,8    | -3,4   | 5,9    | 29,6   | 19,7   | 20,0   | 3,4    | 7,2    | 9,6    | 7,4    |

**Taux de croissance des exportations par niveau technologique, Canada, 1990-1999**

|                                   | 1990    | 1991    | 1992    | 1993    | 1994    | 1995    | 1996    | 1997    | 1998    | 1999    |
|-----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>En millions de \$</b>          |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |
| <b>Haute technologie</b>          | 11 856  | 12 872  | 12 972  | 13789   | 16 849  | 21 305  | 22 929  | 24 666  | 28 364  | 30 280  |
| % Variation                       | 31,6    | 8,6     | 0,8     | 6,3     | 22,2    | 26,4    | 7,6     | 7,6     | 15,0    | 6,8     |
| <b>Moyenne-haute technologie</b>  | 50 638  | 48 445  | 55 818  | 68379   | 84 171  | 94 315  | 95 485  | 106 064 | 116 340 | 136 626 |
| % Variation                       | 1,4     | -4,3    | 15,2    | 22,5    | 23,1    | 12,1    | 1,2     | 11,1    | 9,7     | 17,4    |
| <b>Moyenne-faible technologie</b> | 19 301  | 18 846  | 20 397  | 23316   | 27 425  | 33 572  | 36 842  | 38 663  | 40 027  | 41 824  |
| % Variation                       | 8,5     | -2,4    | 8,2     | 14,3    | 17,6    | 22,4    | 9,7     | 4,9     | 3,5     | 4,5     |
| <b>Faible technologie</b>         | 30 798  | 29 088  | 33 013  | 38852   | 46 322  | 57 000  | 56 554  | 60 022  | 63 733  | 69 721  |
| % Variation                       | 1,9     | -5,6    | 13,5    | 17,7    | 19,2    | 23,1    | -0,8    | 6,1     | 6,2     | 9,4     |
| <b>Total</b>                      | 112 593 | 109 249 | 122 201 | 144 336 | 174 768 | 206 192 | 211 810 | 229 416 | 248 464 | 278 452 |
| % Variation                       | 5,3     | -3,0    | 11,9    | 18,1    | 21,1    | 18,0    | 2,7     | 8,3     | 8,3     | 12,1    |

| Taux de croissance        | Québec | Canada |
|---------------------------|--------|--------|
| <b>Haute Technologie</b>  |        |        |
| 1990-1994                 | 28,2   | 42,1   |
| 1995-1999                 | 72,2   | 42,1   |
| 1990-1999                 | 169,1  | 155,4  |
| <b>Faible technologie</b> |        |        |
| 1990-1994                 | 57,2   | 50,4   |
| 1995-1999                 | 31,3   | 22,3   |
| 1990-1999                 | 159,0  | 126,4  |
| <b>Total</b>              |        |        |
| 1990-1994                 | 58,8   | 55,2   |
| 1995-1999                 | 30,4   | 35,0   |
| 1990-1999                 | 148,4  | 147,3  |

Source: Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques sectorielles, Bulletin sur l'économie du savoir, Septembre 2000.